
COMPTE 2022

Rapport d'analyse

Rapport établi en application de l'article 89 de la Loi Organique du 08.07.1976

Youri DELWIT
Directeur Financier f.f.
Le 6 juin 2023

1. Contexte et tendances générales

L'exercice 2022 du CPAS a été marqué d'une part par la fin progressive des principales mesures liées au covid¹ qui ont permis une réouverture complète des établissements de soins. Et d'autre part par une nouvelle crise auxquels les CPAS ont été confrontés, et plus principalement le nôtre, avec la **crise ukrainienne**.

Notons d'emblée les nombreux sauts d'indice pivot et les indexations qui en découlent. **Six indexations²** ont été enregistrées en 2022 pour les revenus d'intégration, ce qui constitue un record. Les années « normales » connaissent une à deux indexations. Cet élément rendra par conséquent certaines comparaisons relativement complexes.

Nature de l'aide/an - Aard van de bijstand/jaar	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 21-22
RIS - MI	1060	1212	1316	1407	1466	1576	1647	1699	1742	1767	1790	1,3%
ERIS - EMI	206	196	184	156	148	154	158	145	140	154	484	214%
<i>Doublet DIS ERI - Overlapping RMI EQ-MI</i>	12	8	16	20	17	22	25	17	13	16	19	18,8%
Autres aides sociales - Andere sociale bijstand	486	572	584	743	885	1116	1230	1295	1294	1495	1459	-2,4%
ILA - LOI	37	39	46	46	88	173	162	93	76	102	96	-5,9%
TOTAUX - TOTAAL	1801	1980	2084	2306	2499	2846	3035	3139	3176	3416	3733	9%
Evolution/Evolutie	1%	13%	5%	11%	8%	14%	7%	3%	1%	8%	9%	13%

Le nombre de bénéficiaires du **revenu d'intégration** augmente de manière constante très légère depuis 2020. Le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale équivalente** au revenu d'intégration augmente quant à lui de manière drastique avec une multiplication par **trois** par rapport à l'année 2021. La justification trouve son origine dans l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens à partir du mois d'avril 2022.

Le nombre de bénéficiaires de **l'aide sociale** diminue quelque peu. Cela s'explique par le fait qu'un pic a été constaté en 2021 en raison de la crise covid qui s'est prolongée. Nous avons à ce titre accueilli des bénéficiaires qui auparavant n'ouvraient pas les portes du CPAS. La stabilisation de la situation covid en cours d'exercice se répercute probablement sur cette nouvelle catégorie d'utilisateurs que nous avons connus l'année précédente qui désormais n'est plus aidée. Aussi, nous rappelons que ne sont repris comme utilisateurs de l'aide sociale que les bénéficiaires ne touchant ni le RIS ni l'ERIS. Les utilisateurs réclamant davantage leur droit au RIS, la catégorie renseignée des autres aides sociales diminue proportionnellement.

RIS 70%	2021	2022	% évolution
Nb périodes	13610	13753	1,05%
Mois	12	12	
Périodes/mois	1.134	1.146	1,05%
Nb usagers	1767	1790	1,30%
Périodes/usager	7,70	7,68	-0,25%
Coût	10.837.860	12.406.734	14,48%
Coût moyen par période	796	902	13,29%
Coût moyen par usager	6.133	6.931	13,00%

¹ à l'exception de la poursuite du subside de la COCOM qui finance toujours des éléments partiellement liés à la crise, et d'autres liés à la hausse des prix de l'énergie

² 5 pour les salaires des agents car il y a un mois de décalage, la dernière étant en décembre pour les aides.

- La croissance des montants payés en 2022 (+ 15%) est supérieure à la croissance du nombre de bénéficiaires (+1,3%). Les 6 indexations ayant un impact de 9,30% sur l'année. La durée moyenne d'un usager au RIS est légèrement inférieure en 2022 par rapport à l'année précédente. En revanche, **le coût moyen par période est largement plus élevé qu'en 2021**. Une hausse de **13,3%** alors que les indexations jouent dans ce phénomène pour 9,30%.
- de nombreuses aides ont continué à être payées dans le cadre des subsides COVID³ dont le CPAS a bénéficié.

Finalisons notre introduction en insistant sur la réalité que présente ces statistiques. Elles ne sont basées que sur les aides payées. En termes de **charge de travail** pour le service social et d'impact budgétaire, le tableau est une sous-estimation de la réalité car il ne reflète pas les demandes non abouties, ni la complexité croissante des dossiers soumis aux assistants sociaux.

2. Synthèse du compte

Le compte 2022 du CPAS génère une **diminution de 18.592,81€** de la dotation communale, à inscrire au budget 2023 par voie de modification budgétaire.

Ce montant couvre en réalité deux notions :

- le résultat comptable de l'exercice. Pour 2022, celui-ci s'élève à **216.370,04€** ;
- un résultat de trésorerie qui se manifeste par un provisionnement complémentaire du fonds pour créances aléatoires. Pour 2022, cette variation à la hausse du fonds pour créances aléatoires s'élève à **197.777,23€**. Le solde du fonds en 2022 est donc supérieur au solde de l'exercice précédent.

L'année 2021 avait été marquée par un travail en profondeur de mise en irrécouvrable de créances des exercices cloturés ayant un effet de vase communicant puisque d'une part cela génère un déficit comptable, mais d'autre part diminue le fonds pour créances aléatoires et génère un résultat positif de trésorerie. Ainsi, toutes créances confondues⁴, le compte 2021 affichait des irrécouvrables de 605.853,50 €

En 2022, ce travail de profondeur a été interrompu en raison du changement de directeur financier et de la démission des deux agents de l'équipe contentieux de la recette. Dès lors, ce même montant d'irrécouvrable atteint 205.952,06 €. Une différence significative qui influe donc sur le fonds pour créances aléatoires.

Le **résultat comptable**, quant à lui, se décompose comme suit :

- résultat comptable de l'exercice 2022 (droits constatés 2022 – engagements 2022) : 349.495,69 € ;
- le solde comptable cumulé des exercices antérieurs à 2022 : -68.929,01 € ;
- le solde des opérations relatives aux exercices antérieurs (crédits abandonnés – recettes irrécouvrables) : -64.196,64 €

Le rapport tente d'analyser et de présenter de manière éclaircie les évolutions financières qui ont caractérisé l'exercice 2022.

Dans les pages qui suivent, la notion de « résultat » utilisée a trait au résultat comptable du CPAS et ne tient donc pas compte **de la variation du fonds pour créances aléatoires**.

³ Subside COVID COCOM et subside SPP – covid général

⁴ Sur les exercices clos

Une remarque quant à la lecture des tableaux : les colonnes « % » en rouge indiquent un taux de croissance annuel moyen sur la période présentée alors que la colonne « % 21-22 » indique l'augmentation proportionnelle du montant en question entre les comptes 2021 et 2022.

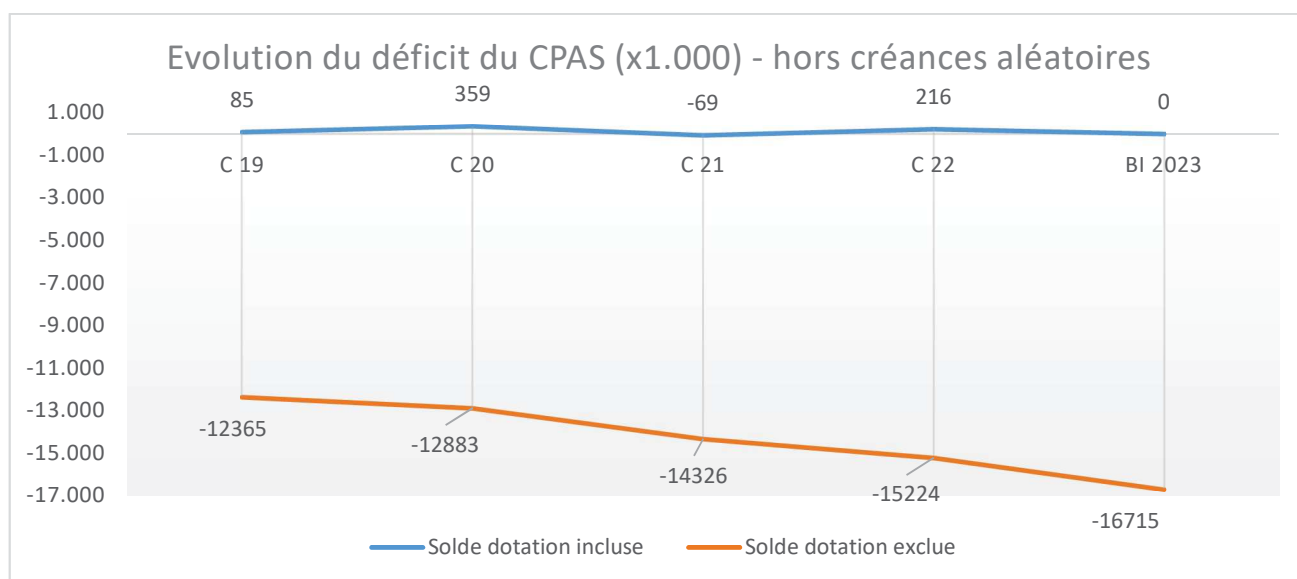
3. Synthèse générale

3.1. Evolution du résultat du CPAS

Le résultat comptable de l'exercice 2022 s'élève à 216.370,04 €.

Si l'on **exclut la dotation communale**, le déficit du CPAS se creuse davantage par rapport à 2021, passant de 14,33 millions € à 15,22 millions €.

L'impact de la crise ukrainienne non prévue au budget mais réévaluée en modification budgétaire a généré des dépenses de salaire de 357.000 €. Aussi, la mise en œuvre de l'accord sectoriel conclu au sein du Comité C en 2021 continue et continuera à l'avenir à impacter le résultat du CPAS. Evaluer précisément le coût net de cette mesure ne pourra se faire que lorsque l'entièreté du dispositif comptable et des flux financiers aura été mise en place.

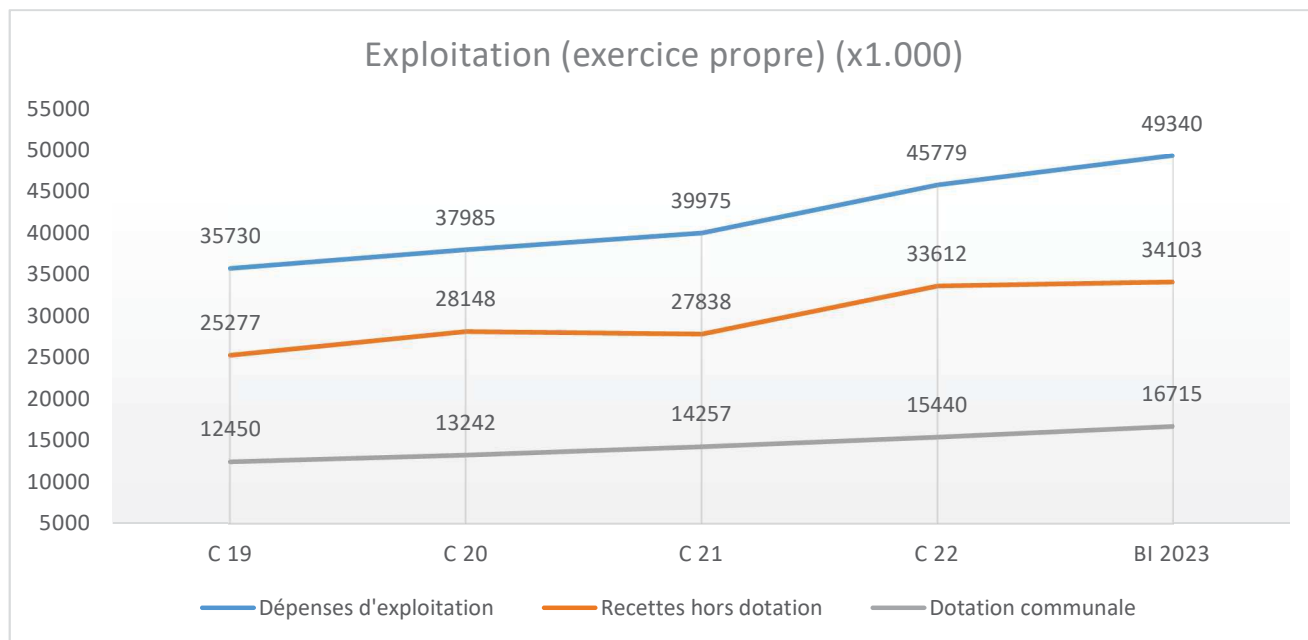


⁵	C 19	C 20	C 21	C 22	BI 2023
Exploitation	- 10.182	- 10.636	- 11.867	- 14.423	- 14.899
Investissement	- 2.184	- 2.247	- 2.459	- 801	- 1.816
Solde	- 12.365	- 12.883	- 14.326	- 15.224	- 16.715

⁵ Chiffres issus de la feuille "récapitulation du compte" diminués de la dotation communale

3.2. Evolution du budget d'exploitation

L'écart entre les recettes – hors dotation communale - et les dépenses d'exploitation reste identique avec l'écart constaté en 2021 puisqu'il se situe légèrement au-dessus des 12,1M. Comparé aux années plus anciennes que sont 2019 et 2020, nous remarquons une hausse significative passant de 10,5M en 2019 à 12,1M en 2022 soit une augmentation de 16% sur 3 ans.



⁶	C18	C19	C20	C21	C22	%moyen	%21-22	BI 23
Ecart R/D exploitation	2.237	1.997	3.081	2.120	3.274	10,0%	54,4%	1.478
Ecart exclusion dotation	- 9.982	- 10.453	- 10.161	- 12.137	- 12.166	5,1%	0,2%	- 15.237

Ce tableau présente les évolutions hors opérations de prélèvement. En faisant l'exclusion de ces éléments, nous constatons que les recettes d'exploitation sont supérieures aux dépenses de cette même nature. Cela se justifie de plusieurs manières :

- Le remboursement du capital des emprunts est imputé sur la fonction d'investissement. Il en résulte que la dotation communale – en exploitation – doit couvrir ces dépenses d'investissement. En 2022 ces dernières sont évaluées à 1,9M €.
- Certaines recettes de subsides sont accordées en 2022 tandis que les dépenses correspondantes ont lieu partiellement en 2022 et se poursuivent en 2023. Cela crée de facto un résultat en bénéfice. Celui-ci est dès lors compensé par une écriture de fonds de réserve qui permettra d'équilibrer les recettes et dépenses par exercice⁷.

⁶ Dépenses et recettes d'exploitation de l'exercice propre, à l'exclusion des prélèvements sur les fonds de réserve et provisions pour risques & charges

⁷ Voir point 3.9.

3.3. Evolution des recettes d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C19	C 20	C 21	C 22	%moyen	%21-22	BI 23
Prestations	3.668	3.676	3.704	4.414	6,4%	19,2%	5.125
Dotation communale	12.450	13.242	14.257	15.440	7,4%	8,3%	16.715
FSAS	550	597	645	619	4,0%	-4,0%	717
Autres transferts	20.981	23.796	23.410	28.494	10,7%	21,7%	28.174
Produits Financiers	77	78	78	85	3,4%	9,5%	86
Total	37.726	41.390	42.094	49.053	9,1%	16,5%	50.817
Total hors dotation	25.276	28.148	27.837	33.613	10,0%	20,7%	34.102

L'évolution de la dotation communale de 2022 par rapport à 2021 est de 8,3% tandis que les l'évolution de toutes les recettes est de 16,5%. Cela signifie que la **dotation communale croît, mais à un rythme deux fois moins rapide** que la moyenne de toutes les recettes d'exploitation.

3.3.1. Prestations

Les recettes de prestation augmentent de 19,2% tandis que l'évolution moyenne des trois dernières années est trois fois moins élevée. En montant brut, cela représente une augmentation de 710.000 €. Deux éléments justifient cette réalité :

- La fin du covid et l'augmentation du taux d'occupation des établissements de soins. Nous totalisons 250.000 € de recettes de prestations supplémentaires par rapport à 2021 ;
- Les dépenses ONSS calculées via nos encodages dans l'outil payroll⁸ génèrent des engagements de dépense dans notre comptabilité. Ces engagements sont à comparer avec les prélèvements réellement effectués par l'ONSS. Ainsi, en 2022 le delta positif est de 580.000 €. En conséquence, le surplus a été compensé par une recette de prestation comme le préconise le plan comptable. Notons qu'une partie de cette recette a été provisionnée pour un éventuel recalcul de l'ONSS qui interviendrait dans les années futures.

3.3.2. Autres transferts

Ces recettes augmentent de 21,7% soit deux fois plus que la moyenne des trois dernières années. En chiffres bruts cela représente 6M €. Plusieurs causes de cet accroissement peuvent être déterminées.

- ERIS Ukraine

L'arrivée massive de réfugiés ukrainiens a impacté considérablement le travail des équipes et le suivi des usagers prétendant à l'aide équivalente au revenu d'intégration sociale. Le nombre d'usagers de cette catégorie a été multipliée par trois⁹. Les chiffres, qui sont les résultats financiers des demandes abouties, sont également multipliés par trois dans la mesure où ils augmentent de 1.3M en 2021 à 3.6M en 2022¹⁰. Ces premières recettes sont neutres par rapport aux dépenses brutes de redistribution. En effet, l'aide équivalente est subsidiée à 100%. Même si les aides (équivalentes au RIS) octroyées sont neutres budgétairement, la mise en place logistique, en personnel, en traitement de dossier comporte quant à elle une multitude de coûts.

⁸ Persée

⁹ De 154 bénéficiaires en 2021 à 484 bénéficiaires en 2022

¹⁰ Article budgétaire 8320/46530/03

Un second financement a été instauré, qui est une majoration de 30% de l'aide équivalente durant les quatre premiers mois d'aide et 25% ensuite. Ce financement a été évalué pour notre CPAS à 530.000 €¹¹. Cette somme a permis de financer le personnel et les dépenses annexes, et le solde a été provisionné pour anticiper les charges futures qui découleront de la nécessité d'introduire ces usagers dans le circuit classique de la demande d'aide sociale.

Voici sous forme de tableau les informations financières de la situation Ukraine au CPAS de Woluwe-Saint-Lambert.

ERIS Ukr	C 22
Nb périodes	2022
Mois	10
Périodes/mois	202
Nb usagers	338
Périodes/usager	5,98
Cout	2.122.732,82
Cout moyen par période	1.049,82
Cout moyen par usager	6.280,27

	C 22
Majoration	528.266,35
Salaires	357.630,22
aides sociales FP	5.261,52
Frais de fonctionnement	12.925,76
Solde	152.448,85

A titre de comparaison, nous pouvons constater qu'en moyenne le revenu payé pour une période est **supérieur de 16%** pour un Ukrainien que pour un bénéficiaire du RIS. Il s'agit bien entendu de critères arbitraires dans lesquels se trouvent les usagers et non de choix discrétionnaires de la politique du Centre.

Sont seules répertoriées les aides sociales pour lesquelles l'ukrainien a touché du RIS. Les statistiques ne nous permettant pas de tirer ces mêmes renseignements pour les usagers qui n'auraient touché que de l'aide sociale. Il se peut par conséquent que ce montant d'aides sociales fonds propres soit sous-évalué.

- RIS

Les recettes de transfert du RIS augmentent de 1.375M €¹². A l'inverse de l'ERIS, les dépenses correspondantes sont plus élevées. De ce chiffre, il est important d'isoler 1.1M¹³ qui provient du RIS financé à 70%. Cette augmentation de recette de 1.1M cache en réalité une **charge supérieure de 470.000 €** à supporter par le Centre par rapport à l'année précédente.

- Emplois d'insertion¹⁴

La mise à disposition d'emploi d'insertion a connu quelques difficultés les deux dernières années en raison de la pandémie. L'année 2022 peut selon toute vraisemblance être considérée comme un succès puisque malgré que les prévisions en termes d'article 60 « classiques¹⁵ » ne soient atteintes qu'à 87% du budget modifié, le résultat total du projet est prometteur sous l'impulsion du nouveau responsable avec une augmentation des recettes totales (compensées par des dépenses de redistribution impliquant un effet neutre) de 370.000¹⁶ €. La majorité des emplois d'insertion ayant été mis à disposition d'entreprises dites d'économie sociale.

¹¹ Article budgétaire 8320/46531/03

¹² Articles budgétaires 8320/46510/05 + 8320/46540/05 + 83208/46530/05 PIIS

¹³ Article budgétaire 8320/46510/05

¹⁴ Communément appelés « article 60 »

¹⁵ Article budgétaire 8320/46550/05

¹⁶ Articles budgétaires 8320/46550/05 + 8320/46560/05 + 8320/46590/03

- Financements ESS

La fin de la pandémie a eu un effet aussi bien sur les recettes de prestations que sur les recettes de transferts. Ainsi, le Home augmente ses forfaits de 400.000¹⁷ € par rapport à l'année 2021 soit une hausse de 15%. La colline voit également ses recettes s'accroître de 80.000¹⁸ € soit une hausse significative de **53%**.

3.4. Evolution des dépenses d'exploitation (exercice propre, hors F.I. et prélèvements) x 1.000

	C19	C 20	C 21	C 22	%moyen	%21-22	BI 23
Personnel	13.033	13.659	14.825	16.805	8,8%	13,4%	19.171
Fonctionnement	5.271	5.302	5.324	5.505	1,5%	3,4%	6.950
Redistribution	16.959	18.568	19.341	22.867	10,5%	18,2%	22.599
Charges financières	467	456	485	603	8,9%	24,3%	621
Total	35.730	37.985	39.975	45.779	8,6%	14,5%	49.341

3.4.1. Personnel

Les charges de **personnel** augmentent sensiblement en 2022 (+13,4%) suite aux recrutements effectués dans le cadre de la crise ukrainienne, aux 5 indexations salariales qui représentent 5,5% d'augmentation sur une année complète et à la mise en œuvre de l'accord sectoriel qui induisait une revalorisation des barèmes D et E en 2021 qui se prolonge en 2022 et la nouvelle revalorisation 2022 des agents de niveau C au premier janvier. Enfin, notons que les coûts de la mise en place du second pilier de pensions pour le personnel contractuel augmentent de 95.000 €¹⁹. En 2021, en l'absence d'informations précises sur les primes de rattrapage de pensions à payer, nous avons pris l'option d'engager l'intégralité des crédits de dépenses prévus à cet effet.

En 2022, nous avons engagé les montants qui nous ont été communiqués par Ethias.

3.4.2. Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement augmentent en 2022 de 3,4 % malgré une évolution moyenne des 3 dernières années de 1,5%. Les indexations n'ont pas eu d'impact que sur les salaires et les aides sociales. Elles ont également généré des augmentations des dépenses de fonctionnement, les fournisseurs ayant adapté leurs prix. Considérant ce dernier point, nous pouvons raisonnablement estimer que les **mesures de gestion** mises en place depuis des années contribuent à **stabiliser** les charges de fonctionnement.

Parmi toutes les dépenses de fonctionnement, voici les éléments que nous pouvons distinguer.

- Wolu-Facilities

Les frais de blanchisserie²⁰ évoluent de 18% représentant une augmentation brute de 43.000 €. Les frais du service de nettoyage²¹ augmentent de 3,4% en accord avec la moyenne du groupe économique, soit une hausse de 32.000 €.

¹⁷ Article budgétaire 8341/47600/02

¹⁸ Article budgétaire 8342/47600/02

¹⁹ Article budgétaire */11400/12

²⁰ Article budgétaire 8341/12400/12

²¹ Articles budgétaires */12400/15 NET

Les charges engagées par le CPAS pour la cuisine²² quant à elle diminuent de 35.000 €. Ceci souligne l'optimisation de la gestion de WF d'une part, et d'autre part est la résultante de la diminution des achats de produits BIO.

Enfin, les montants facturés au CPAS pour le service technique²³ ont diminué de 50.000 €. La justification de cette diminution est identique à celle de la cuisine.

- Gulledelle 98

Deux augmentations de coûts sont à présenter pour le bâtiment Gulledelle 98.

La première étant les taxes. En 2022, le litige qui nous opposait à Bruxelles fiscalité a trouvé un dénouement.

Nous devons dorénavant payer le précompte immobilier **non immunisé** à partir de cette même année. Cette dépense de 175.000 € n'étant pas prévue au budget, elle sera liquidée sur l'exercice 2023 – en 2022 intervient une écriture de provision pour **préfinancer** cela. En revanche, les précomptes à taux réduit de 2020 et 2021 ont été engagés en 2022 et expliquent la dépense de 20.000 ²⁴€. A partir de 2024, le précompte représentera une nouvelle charge annuelle financée par la dotation communale.

La deuxième augmentation du bâtiment réside dans les charges d'énergie et de gestion par la société GPM²⁵. En 2021, trois décomptes de charge avaient été établis car GPM accusait un certain retard. En 2022, le décompte en retard a été rattrapé et engagé, ce qui explique le delta de 38.000 €. En 2023, le CPAS a résilié la convention qui le liait à GPM. Ceci devrait permettre d'avoir une meilleure vue sur les processus d'intervention et de limiter les coûts du bâtiment.

3.4.3. Redistribution

La croissance des dépenses de redistribution est très largement imputable à la croissance des aides sociales : + 1.9M de dépenses RIS²⁶ ; + 2.3M de dépenses Ukraine²⁷.

En parallèle de ces deux items, nous pouvons insister sur les éléments suivants.

Les dépenses covid ont diminué de 825.000²⁸ € par rapport à 2021. La prime 50 €, devenue prime 25 € est venue à terme en mars 2022. Le subside SPP covid général s'est fini à la même période. Ne reste désormais plus que le subside de la COCOM.

Les dépenses de prise en charge de facture énergie augmentent de 50.000 €. Ceci présente un aspect positif puisque des dépenses qui étaient autrefois payées sur fonds propres à titre remboursables le sont de moins en moins. Toutefois, ce chiffre ne présente pas la réalité des dépenses d'énergie de nos usagers puisqu'une série de celles-ci sont imputées sur le subside covid. Les deux fonds permettant de financer les mêmes dépenses, une certaine confusion règne sur la manière de valoriser dans un panier plutôt que dans l'autre.

²² Articles budgétaires */12400/11

²³ Articles budgétaires */12400/15 TECH

²⁴ Article budgétaire 836012/12900/01

²⁵ Article budgétaire 836012/12500/02

²⁶ Articles budgétaires 8320/33310/05 + 8320/33340/05

²⁷ Article budgétaire 8320/33430/21

²⁸ Articles budgétaires 8790/33300/01 + 8790/33400/01

Enfin, les dépenses de prise en charge des frais d'hébergement en maison de repos externes²⁹ diminuent drastiquement puisqu'elles passent de 620.000 € en 2021 à 435.000 € en 2022. Deux informations doivent être mises en avant pour expliquer ce phénomène.

	C 21	C 22
Nb usagers pensions MR	29	33
Nb usagers pensions CPAS	34	25
Nb périodes pensions MR	244	262
Nb périodes pensions CPAS	324	211
Couts usagers pensions MR	128.711,70	106.011,17
Couts usagers pensions CPAS	491.296,68	328.354,01

Premièrement, le nombre de périodes totales de dépenses est passé de 568 en 2021 à 473 en 2022. Il est donc mathématiquement logique que ces frais diminuent de par ce facteur.

Ensuite, précisons qu'il existe deux systèmes financiers distincts de prise en charge. Si la finalité comptable est identique, la présentation de ces chiffres ne l'est pas. Nous tentons d'uniformiser nos pratiques et nous constituerons par ailleurs un groupe de travail en 2023, mais voici à l'heure actuelle les deux schémas comptables.

Le premier schéma consiste à payer une facture pleine et à récupérer la pension directement auprès de l'utilisateur. Le deuxième schéma, celui que nous voudrions qui constitue la norme à l'avenir, préconise le paiement par l'utilisateur de sa pension à la MR extérieure qui défalque ce montant de la facture finale.

En l'espèce puisque non seulement le nombre de périodes totales de prises en charge a diminué, mais aussi la proportion des prises en charge pensions déduites a augmenté (de 43% à 55%), le montant total des dépenses est ainsi largement inférieur.

A ce titre, signalons un fait important du compte 2022. Les droits constatés nets correspondant aux pensions et aux décomptes sont supérieurs au montant des dépenses (616.000 € vs 435.000 €)³⁰. Des décomptes relatifs à l'article 100 de la Loi organique³¹ ont été établis en fin d'année 2022. Les recettes effectives sont toutefois loin d'être certaines puisque cela dépend du solde à l'actif de la succession. Par conséquent, des sommes équivalentes ont été provisionnées (175.000 €) et seront soit réinjectées dans le compte en cas de récupération via une reprise de provision, soit mises en irrécouvrable dans le cas inverse.

²⁹ Article budgétaire 8320/33400/11

³⁰ Voir tableau point 6.2.

³¹ « Toute aide matérielle en faveur d'un bénéficiaire qui délaisse des biens meubles ou immeubles, donne lieu, contre les héritiers à une action en recouvrement des frais y afférés exposés par le Centre durant les 5 années précédant le décès mais jusqu'à concurrence seulement de l'actif de la succession ».

3.5. Dépenses nettes par fonction

La différence entre les dépenses et les recettes d'exploitation, par fonction budgétaire, donne un aperçu de ce que l'on peut qualifier de « solde net à financer » (via la dotation communale) par domaine d'action du CPAS.

Les phénomènes décrits ci-dessus ont une influence sur le coût net des services.

Le tableau qui figure en page suivante appelle des commentaires d'ordre général :

- A personnel constant, les services opérant avec le plus d'ETP³² de manière générale et/ou de personnel de niveau C en particulier, supportent les plus grosses évolutions salariales 2022 en raison de la prolongation de la mise en œuvre de l'accord sectoriel du Comité C. A l'administration générale ce sont 22 ETP niveau C sur les 53 ETP de la fonction, tandis qu'à la fonction HSL ce sont 39 ETP payés sur les 71 de la fonction³³ ;
- Le lecteur tiendra compte de ces éléments salariaux dans l'évaluation de la croissance de certains déficits, à l'administration générale (+ 480.000€ par rapport à 2021), à l'ICT/Infra (+ 175.000€ qui se justifient par le remplissage du cadre), au service social (+ 550.000€ en raison principalement du personnel Ukraine) ;
- La charge nette pour le SAD diminue de 80.000 €. Ceci trouve son origine dans un solde exceptionnel de financement de 120.000 € que nous avons perçu relativement à l'exercice 2020. Les résultats finaux étant produits par Iriscare³⁴ avec retard ;
- Les emplois d'insertion, s'ils sont placés en entreprises privées qui interviennent dans le coût total sont supposés représenter un bénéfice pour la fonction. En revanche, pour les autres catégories de mise à l'emploi, le coût varie selon le tableau ci-dessous. En 2022, sur les 85 contrats ayant été signés³⁵, seuls deux ont été mis à disposition d'entreprise privée. Pour tous les autres contrats, il en résulte que le CPAS creuse un déficit à chaque nouvelle signature. Notons toutefois que **ce calcul ne prend pas en considération le « gain » réalisé par la sortie du RIS** de l'utilisateur pendant plusieurs années après la fin de son contrat ;
- La fonction Covid (8790) mérite un commentaire. Si nous pouvons faire abstraction de la prime 25 € qui était octroyée sur base de critères objectifs³⁶, nous devons en revanche nous attarder quelque peu sur le subside de la COCOM qui intervient notamment pour des frais d'aide sociale. Le cadre légal nous permet principalement de prendre en charge des dépenses liées à l'énergie. Le jour où ce financement prendra fin, plusieurs options s'envisageront. Soit le subside gaz-électricité compensera et le CSSS décidera toujours des prises en charge individuelles – ce qui ne représenterait pas de surcoût pour le Centre. Soit le subside gaz-électricité ne compensera pas, et alors le CSSS devra décider de prendre en charge en créant un déficit ou refuser la prise en charge. Pour l'heure, ce sont 147.000 €³⁷ de dépense qui ont été engagées en aide individuelle en 2022.

³² Equivalent temps plein

³³ Chiffres tirés au départ du listing persée 210-01 qui indique le barème d'un agent comparé au listing 021-44 qui indique les ETP payés

³⁴ Le pouvoir subsidiant du SAD

³⁵ Source interne : tableau partagé des articles 60 se trouvant sur le répertoire interservices

³⁶ Tout usager bénéficiaire du RIS/ERIS pour les périodes de janvier à mars 2022 se voyait automatiquement octroyer une prime de 25 € par mois.

³⁷ Article budgétaire 8790/33400/01

Catégorie de mise à l'emploi	Cout net annuel	Nb contrats
Entreprise privée	- 8.000	2
Facturation 850	500	4
Facturation 500	4.700	23
Facturation 0 - art 60 classique	10.700	12
Facturation 0 économie sociale	1.700	44

Coût net exploitation par fonction ³⁸	C 18	C 19	C 20	C 21	C 22	% moyen	% 21-22	BI 2023
Administration générale	2.619	2.464	2.430	2.795	3.013	3,6%	7,8%	3.177
Patrimoine privé	- 69	- 68	- 60	- 56	- 68	-0,4%	21,4%	- 59
ICT/Infra	72	160	62	155	165	23,0%	6,5%	213
Aide sociale	4.479	5.592	6.570	6.962	7.122	12,3%	2,3%	7.893
HSL	2.348	2.227	2.442	2.134	2.124	-2,5%	-0,5%	3.186
Colline	115	53	- 15	118	83	-7,8%	-29,7%	179
ILA	- 26	- 5	- 36	- 39	- 25	-1,0%	-35,9%	17
SAD	589	450	377	576	497	-4,2%	-13,7%	627
RAD	138	125	192	192	192	8,6%	0,0%	5
IP/emplois d'insertion	469	634	792	717	791	14,0%	10,3%	1.116
Médiation de dettes	43	- 3	- 13	14	- 9		-164,3%	53
Court séjour	55	51	47	47	42	-6,5%	-10,6%	- 125
Antenne Andromède	7	22	33	17	36	50,6%	111,8%	38
Hopital en liquidation	53	95	- 110	94	93	15,1%	-1,1%	100
Total	10.892	11.797	12.711	13.726	14.056	6,6%	2,4%	16.420

Considérant ces phénomènes auxquels il faut ajouter que le financement de la revalorisation barémique n'est que partiel et ne compense pas l'entièreté des dépenses qu'elle occasionne, nous pouvons considérer que les résultats comptables par fonction reflètent un caractère positif de mesures de gestion qui portent leurs fruits pour limiter l'évolution du déficit d'exploitation moyen par fonction à 2,4%.

3.6. La variation du fonds pour créances aléatoires

Les CPAS sont légalement tenus de constituer une provision pour les créances aléatoires. Au fil du temps –ou selon la nature des créances concernées- le recouvrement de certaines créances devient très incertain. La constitution d'une provision vient augmenter la dotation communale et agit comme une avance de trésorerie de la part de la commune, permettant au CPAS d'assurer son fonctionnement dans l'attente du recouvrement de la créance. Le recouvrement futur d'une telle créance viendra alors diminuer la provision constituée au préalable et de cette manière diminuer la dotation communale.

³⁸ Les montants positifs représentent des déficits tandis que les montants négatifs représentent des fonctions en bénéfice

Le montant total de la provision s'élève à 2.065.773,43 € et se décompose comme suit :

- 943.089,65 € concernent les créances de plus de cinq ans qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 154.372,65 € concernent le solde des créances qui font l'objet d'un remboursement échelonné et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 0€ concernent le solde des créances sur des entreprises en faillite et qui doivent également être provisionnées à 100% ;
- 15.658,47 € concernent des créances en remboursement des avances datant de plus de 3 ans et qui doivent être provisionnées à 100% ;
- 952.652,67 € concernent la provision à concurrence de 10% des créances datant de moins de 5 ans.

A la clôture du compte 2021, une provision de 1.867.996,21 € avait déjà été constituée, il y a donc lieu d'acter une **provision supplémentaire sur le fonds de 197.777,23 €** pour 2022, à enregistrer au budget 2023.

L'augmentation de la dotation au fonds pour créances aléatoires est la conséquence des phénomènes suivants:

- Une augmentation mécanique du montant à provisionner, découlant de la **croissance de la masse budgétaire** de + 7M € de recettes par rapport à 2021. Composé de 4.5M de RIS/ERIS. Pour le RIS, il existe un décalage systématique. Les deux derniers mois de dépenses de l'année sont payés sur l'exercice suivant. Pour le l'ERIS il s'agit d'un mois. Ces montants non perçus³⁹ au 31/12/2022 entrent donc dans la dernière catégorie provisionnée à 10% ;
- le ralentissement de la récupération de certaines créances en conséquence du turnover du personnel de la recette avec le Directeur financier et les deux collègues composant l'équipe du contentieux ;
- le ralentissement du nettoyage des droits constatés reportés du passé pour ces mêmes raisons. En 2021, ce gros travail avait conduit à la mise en irrécouvrable de 606.000 €. En 2022, des irrécouvrables du passé ont été réalisés à concurrence de 206.000 €. Ce nettoyage va désormais se poursuivre en 2023.

3.7. Les investissements et le financement des investissements

En 2022, les dépenses d'investissement pures connaissent une hausse significative par rapport à 2021 puisqu'elles passent de 2,6M € à 4,7 M €. Ces hausses se justifient par les travaux du court séjour (y compris les travaux réalisés sur les ailes du Home Saint-Lambert impactées par ces travaux) de + 1.730M⁴⁰ par rapport à 2021.

A noter également les travaux qui ont été réalisés au Gulledelle 98. Pour la rénovation des deux ascenseurs, les coûts sont évalués à 115.000 € tandis que le remplacement des lumières LED représente 45.000 €.

Ces investissements sont majoritairement financés par emprunt, tandis qu'une infime proportion est financée par des prélèvements (8.000 €)⁴¹.

³⁹ 3.2M €– somme des DC nets 2022 reportés des articles budgétaires 8320/465*/05 et 8320/465*/03

⁴⁰ Différence entre le compte 2022 et le compte 2021 des articles 8341/7220/56 ; 8722/72200/56 et 8722/71200/51

⁴¹ Résultat de l'article budgétaire 0600/99500/52

3.8. La dette du CPAS

	C 20	C 21	C 22	% 21-22
Dette long terme à charge du CPAS	19.092.415,48	18.400.099,48	21.187.493,04	15,15%
Remboursement capital	1.716.676,15	1.790.558,87	1.912.432,44	6,81%
Nouveaux emprunts	479.150,39	2.444.341,39	4.705.952,90	92,52%
Charges financières payées	455.968,57	484.773,37	602.577,02	24,30%

La dette à long terme du CPAS a augmenté en 2022 et ce pour la première fois depuis 5 ans. Cet évènement trouve son origine dans les travaux du court séjour qui ont généré des dépenses d'investissement conséquentes (5.830M €⁴²) et un financement correspondant depuis 2021, tandis que les remboursements de capitaux ne débiteront qu'à partir de l'exercice 2023. Par conséquent le montant des emprunts remboursés est désormais inférieur à celui des nouveaux emprunts conclus.

Les charges financières payées ont augmenté de 24,3%. Deux évènements sont à mettre en avant. D'une part, les charges d'intérêts liées à l'emprunt 93 de l'achat du bâtiment Gulledele 98. Les conditions de cet emprunt prévoyaient des intérêts initialement peu élevés (35.000 €) pendant 5 ans, pour ensuite connaître une hausse importante en 2022 (125.000 €) et redescendre progressivement.

D'autre part la décision prise par le CAS en avril 202 de supporter désormais la totalité des remboursements de capital des emprunts de WF. Ceux-ci constituent une charge financière pour le CPAS⁴³. En 2022, cette refacturation totale est de 120.000 € se décomposant en 55.000 € pour le rattrapage des exercices 2019-2021 et 65.000 € relativement à l'exercice propre.

Enfin, signalons qu'un remboursement anticipé du dernier emprunt auprès de BNP a été opéré en 2022. Celui-ci, d'une valeur de 152.688,38 € prévoyait initialement d'être refinancé auprès de Belfius⁴⁴. Toutefois, en raison de liquidités suffisantes il a été jugé plus opportun de ne pas le refinancer.

3.9. La constitution de provisions pour risques et charges

Le résultat comptable de l'exercice inclut des opérations de prélèvement en recettes :

- l'affectation par le CSSS d'une partie des intérêts générés par le legs Van Wanzele-De Boeck (2.850€);
- la récupération d'une partie des subsides COVID perçus en 2021 mais dont une partie des dépenses correspondantes a eu lieu en 2022. Il s'agit principalement du subside covid 8 secteurs du SPP (93.500€) ;
- La récupération de la prime unique de 350 € pour le personnel de soins qui avait été versée en 2021, mais dont les dépenses salariales ont impacté le compte 2022 (29.000 €).

En dépenses, le subside COCOM Covid dont l'utilisation se prolonge en 2023 a été provisionné pour le solde non utilisé (196.500 €)⁴⁵. La nouvelle prime des professionnels de santé s'élevant désormais à 1500 € brut par agent a subi le même sort que celle de 2021. C'est-à-dire qu'elle a été provisionnée pour compenser les liquidations en 2023 (135.000 €).

⁴² Articles budgétaires 8722/72200/56 + 8341/72200/56 : compte 2021 + 2022

⁴³ Le remboursement de capital se fait dans le compte de WF, ainsi qu'une écriture de facturation au CPAS. Le CPAS enregistre logiquement cette dépense en charges financières

⁴⁴ Qui a remporté le marché d'emprunt 2022

⁴⁵ Notons que nous attendons toujours l'arrêté définitif pour l'utilisation 2023. Il règne à ce titre une certaine confusion qui s'était déjà manifestée en 2022 avec la parution de l'arrêté en 08/2022 pour une période d'utilisation commençant en 01/2022.

D'autres provisions ont été constituées pour anticiper d'éventuelles dépenses que nous sommes susceptibles de devoir déboursier dans les années futures. Notons les suivantes : provision pour la taxe du Gulledele 98 à payer en 2023 (120.000 €), une provision en vue du litige qui oppose Wolu-Facilities à l'administration fiscale quant à l'application de la TVA sur les prestations facturées qui aurait le cas échéant des répercussions sur le budget du CPAS (135.000 €), et encore une provision d'ONSS lorsque l'administration régularisera avec effet rétroactif les trimestres écoulés (100.000 €).

Egalement, une provision a été enregistrée pour la différence entre la majoration de financement Ukraine (30% et 25%) et les dépenses de personnel et d'aides sociales non financées (solde de 152.000 €)⁴⁶.

Ces provisions sont destinées à fonctionner comme tampon financier à assurer, le cas échéant, la **neutralité budgétaire des montants à déboursier et, par conséquent, leur neutralité sur la dotation communale.**

4. Comparatif budget / compte

Il est intéressant de déterminer le taux de réalisation du compte par rapport au budget - que ce soit le budget initial ou le budget modifié, en particulier dans un contexte où, par exemple, les dépenses d'aide sociale au sens large dépendent d'événements non maîtrisables, qui apparaissent en cours d'exercice.

Signalons au lecteur que nous avons fait abstraction des fonctions suivantes : recettes et dépenses générales, prélèvements, avances, CHPAH, hôpital en liquidation, flats services.

Les tableaux repris ci-dessous illustrent la difficulté qu'a éprouvée le CPAS à recalibrer, en cours d'exercice, les prévisions budgétaires établies en début d'exercice. La crise ukrainienne n'était naturellement pas planifiée au budget initial. Les conditions covid étaient incertaines. Le dénouement des taxes de l'immeuble Gulledele ne nous était pas encore communiqué.

Pour la majorité des fonctions, le budget de **dépenses modifiées** a été exécuté à plus de **90%**. Cela signifie que la capacité du Centre à se réajuster en regard des événements internes et externes est efficace. Signalons qu'à la fonction Covid l'utilisation de 2/3 du budget modifié est expliquée par le recrutement de personnel qui s'est fait sur la fonction du DAS. Le retrait du crédit budgétaire⁴⁷ de la fonction covid n'a pas été opéré.

⁴⁶ Voir chapitre 3.3.2.

⁴⁷ Article budgétaire 8790/11100/05 de 114.000 € en budget modifié mais aucune dépense

Dépenses : taux de réalisation	Budget initial 2022	Budget modifié 2022	Compte 2022	% initial	%mod
Administration générale	4.951.403	5.071.468	5.042.513	101,8%	99,4%
Patrimoine privé	23.372	22.022	17.315	74,1%	78,6%
ICT/Infra	816.594	799.353	742.111	90,9%	92,8%
Aide sociale	24.862.870	27.762.723	27.146.220	109,2%	97,8%
HSL	8.960.860	9.515.272	9.166.670	102,3%	96,3%
Colline	443.233	479.570	456.468	103,0%	95,2%
ILA	469.909	471.624	428.973	91,3%	91,0%
Gulledelle 98	212.778	331.578	325.973	153,2%	98,3%
SAD	1.778.478	1.892.657	1.866.553	105,0%	98,6%
RAD	295.621	332.008	295.027	99,8%	88,9%
IP/Emplois d'insertion	1.385.702	1.365.649	1.254.979	90,6%	91,9%
Médiation de dettes	343.893	301.857	287.172	83,5%	95,1%
Court séjour	57.021	57.662	41.884	73,5%	72,6%
Covid	265.812	457.246	307.537	115,7%	67,3%
Antenne Andromède	352.644	332.190	316.833	89,8%	95,4%
Total	45.220.190	49.192.882	47.696.226	105,5%	97,0%

S'agissant du taux de réalisation des recettes, celui-ci s'élève à 100% du budget modifié. Si certaines fonctions n'atteignent pas ce résultat, elles sont compensées par d'autres. Le patrimoine privé obtient un taux de plus de 100% en raison des indexations successives qui ont eu lieu et qui ont ainsi haussé le canon à facturer à Erasme. Les forfaits de la colline ont été plus importants que prévu. La récupération de subside relatif à 2020 pour le SAD justifie son taux de réalisation supérieur à 100%. Enfin, les recettes Covid ont connu un versement de dernière minute⁴⁸ de 148.000 € qui n'avait pas été budgétisé.

Recettes : taux de réalisation	Budget initial 2022	Budget modifié 2022	Compte 2022	% initial	%mod
Administration générale	2.065.967	2.065.967	2.029.299	98,2%	98,2%
Patrimoine privé	79.800	78.800	85.807	107,5%	108,9%
ICT/Infra	598.126	603.469	576.855	96,4%	95,6%
Aide sociale	17.179.142	20.316.362	20.024.395	116,6%	98,6%
HSL	6.500.168	6.945.569	7.042.464	108,3%	101,4%
Colline	315.733	345.933	373.192	118,2%	107,9%
ILA	470.718	490.100	453.770	96,4%	92,6%
Gulledelle 98	800	800	448	56,0%	56,0%
SAD	1.223.419	1.232.735	1.369.959	112,0%	111,1%
RAD	109.744	110.051	103.242	94,1%	93,8%
IP/Emplois d'insertion	599.490	465.342	463.366	77,3%	99,6%
Médiation de dettes	278.230	296.009	296.097	106,4%	100,0%
Court séjour	-	-	-	0,0%	0,0%
Covid	370.000	503.450	651.600	176,1%	129,4%
Antenne Andromède	311.117	311.723	280.651	90,2%	90,0%
Total	30.102.455	33.766.311	33.751.144	112,1%	100,0%

⁴⁸ Courrier de la COCOM du 30/11/2022 – arrêté définitif par encore reçu

5. La trésorerie du CPAS

5.1. Degré de réalisation des engagements de dépenses d'exploitation en décaissements

Le tableau suivant illustre dans quelle mesure les engagements de dépenses d'exploitation ont donné lieu à un décaissement de la part du CPAS dans l'exercice 2022 ou non.

Le taux global de réalisation des dépenses à l'exercice propre est de **95,1%**. Cela implique que 4,9% des dépenses engagées à l'exercice propre seront a priori soldées dans le courant de l'exercice suivant⁴⁹.

La politique de paiement des factures à leur échéance a été poursuivie durant l'exercice 2022. Le CPAS continue de bénéficier de 60 jours de délai de paiement sur les factures de Wolu-Facilities. Ce délai explique les taux de réalisation inférieurs à la moyenne à la maison de repos et aux repas à domicile, où les factures de nettoyage et de livraison de repas sont les plus importantes. A signaler, le taux de paiement anormalement faible des dépenses du Gulledelle 98 avec seulement 1/3 des dépenses payées sur l'exercice propre. La société de conciergerie du bâtiment a en effet édité les factures du deuxième et troisième trimestre en début d'année 2023 (75.000 €).

Aussi, les intérêts de remboursement de l'emprunt 93 sont en date valeur du 31/12/2022, mais avec un prélèvement effectif daté du 06/01/2023 (125.000 €).

Dépenses d'exploitation	Engagements 2022	Paiements 2022	%
Dépenses générales	197.221	193.667	98,2%
Administration générale	5.042.513	4.960.290	98,4%
Patrimoine privé	17.315	17.144	99,0%
ICT/Infra	742.111	721.495	97,2%
Fonds énergie	24.500	24.500	100,0%
Avances	12.948	10.782	83,3%
Aide sociale	27.146.220	25.876.245	95,3%
CHPHA	1	1	100,0%
HSL	9.166.670	8.570.061	93,5%
Colline	456.468	442.591	97,0%
ILA	428.973	402.273	93,8%
Gulledelle 98	325.973	123.807	38,0%
SAD	1.866.553	1.859.968	99,6%
RAD	295.027	248.551	84,2%
IP/Emplois d'insertion	1.254.979	1.245.722	99,3%
Médiation de dettes	287.172	284.488	99,1%
Court séjour	41.884	38.808	92,7%
Hôpital en liquidation	123.455	123.455	100,0%
Covid	307.537	267.017	86,8%
Antenne Andromède	316.833	307.828	97,2%
Total exercice propre	48.054.352	45.718.693	95,1%
Exercice clos	3.794.222	2.665.900	70,3%

⁴⁹ Dans une moindre mesure, certains des engagements définitifs seront susceptibles d'être abandonnés

5.2. Degré de réalisation des droits constatés nets d'exploitation en recouvrements

Le tableau illustrant le degré de recouvrement des droits à la recette présente une image plutôt positive :

- 87,1% des recettes constatées sont effectivement recouvrées dans le courant de l'exercice.

Recettes d'exploitation	DC nets 2022	Recouvrements 2022	%
Recettes générales	16.891.246	16.831.304	99,6%
FSAS	619.025	619.025	100,0%
Administration générale	2.029.299	1.854.302	91,4%
Patrimoine privé	85.807	339	0,4%
ICT/Infra	576.855	574.879	99,7%
Fonds énergie	24.050		0,0%
Avances	12.948	11.023	85,1%
Aide sociale	20.024.395	15.715.774	78,5%
HSL	7.042.464	5.488.868	77,9%
Colline	373.192	282.575	75,7%
ILA	453.770	346.450	76,3%
Gulledelle 98	448	390	87,0%
SAD	1.369.959	1.325.736	96,8%
RAD	103.242	90.057	87,2%
IP/Emplois d'insertion	463.366	391.883	84,6%
Médiation de dettes	296.097	291.291	98,4%
Hopital en liquidation	30.000		0,0%
Covid	651.600	651.500	100,0%
Antenne Andromède	280.651	228.076	81,3%
Total exercice propre	51.328.412	44.703.471	87,1%
Exercice clos	9.901.483	5.886.777	59,5%

Un taux de recouvrement à l'exercice propre de +/- 80% est relativement normal. Il s'explique par les délais de remboursement ou de paiement de la part des différentes autorités et par les bénéficiaires des aides :

- la facturation par les institutions du mois de novembre n'est reçue par les clients que courant décembre et la date d'échéance se situe dans l'exercice suivant. Les paiements sont donc échelonnés entre 2022 et 2023. La facturation de décembre s'effectue, quant à elle, en début d'exercice suivant;
- les créances sur mutuelles, les avances sur prestations sociales, le remboursement du RIS par l'Etat etc n'interviennent que plusieurs semaines après la transmission d'états de débours de la part du CPAS (ce qui de facto implique un déficit de trésorerie sur les créances de fin d'exercice).

Dans la pratique donc -et le constat vaut pour de nombreux champs d'activité- les dépenses interviennent bien avant le recouvrement des recettes.

Signalons que le recouvrement du leasing et du canon auprès d'Erasmus souffre d'un certain retard malgré les rappels envoyés. Cela se reflète sur les fonctions patrimoine privé (canon) et hôpital en liquidation (leasing opérationnel). Un suivi régulier est mis en place.

En page suivante, la mise en perspective historique démontre la difficulté pour le CPAS de recouvrer certaines recettes, en particulier les droits constatés relatifs aux exercices clos. Ce taux – régulièrement sous la barre des 70 % - a chuté de 10% par rapport à l'exercice 2021. Deux causes doivent être soulevées pour justifier cela. Premièrement, le turnover au service de la recette que nous avons déjà cité. Quelques dossiers arrivés à maturité pour une assignation ont été quelque peu reportés dans l'attente de l'arrivée du personnel pour assurer le suivi auprès de l'avocat. Le deuxième phénomène se rattache au premier a également déjà été cité. Il s'agit du travail de nettoyage moins conséquent des droits reportés qui a pu être réalisé en 2022 qu'en

2021. Puisque que le taux de recouvrement des créances se calcule sur les droits constatés nets, c'est-à-dire après la comptabilisation des mises en irrécouvrables, la **proportion** de recouvrement a ainsi augmenté en 2021 avant de redescendre en 2022.

Pour certaines fonctions, le taux de recouvrement est majoritairement lié à la rapidité de liquidation des subsides par les pouvoirs subventionnants.

Notons que le taux de recouvrement des avances augmente de 20%. Dans le courant de l'exercice 2021, l'administration a changé ses pratiques. Les avances ne sont plus octroyées sur la fonction « avances » mais en paiement de **RIS à titre d'avance** (fonction aide sociale). Il en découle que le CPAS perçoit à tout le moins 70% de financement du RIS. Si l'organisme d'avance nous rembourse les montants promérités, nous restituons dès lors ces sommes perçues au SPP⁵⁰. En revanche, si l'organisme n'intervient pas, nous maintenons le financement du SPP. En 2022, ne subsistent sur la fonction « avances » que les paiements des chèques ALE.

Nous pointons également que le taux de recouvrement de tous les services facturés est en hausse. La colline connaît la remontée la plus significative avec 16,5%. Le service RAD ayant fermé le 31 décembre de l'exercice, il convient de s'assurer que le solde des factures soient bien liquidées par les bénéficiaires.

Recettes d'exploitation	C 18	C 19	C 20	C 21	C 22
Recettes générales	98,0%	98,2%	95,6%	96,0%	99,6%
FSAS	67,8%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Administration générale	79,5%	89,5%	80,6%	82,3%	91,4%
Patrimoine privé	99,8%	100,0%	100,0%	100,0%	0,4%
ICT/Infra	99,0%	99,6%	99,4%	98,1%	99,7%
Fonds énergie	50,0%	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%
Avances	42,6%	58,3%	20,5%	65,4%	85,1%
Aide sociale	75,7%	76,7%	75,1%	77,0%	78,5%
HSL	83,4%	82,9%	79,1%	76,9%	77,9%
Colline	72,5%	71,6%	66,8%	59,1%	75,7%
ILA	68,0%	71,1%	75,5%	82,5%	76,3%
SAD	94,6%	90,2%	81,0%	92,7%	96,8%
RAD	86,5%	76,1%	75,7%	85,3%	87,2%
IP/Emplois d'insertion	81,6%	63,5%	68,6%	81,9%	84,6%
Médiation de dettes	90,2%	68,8%	91,0%	97,7%	98,4%
Antenne Andromède	66,4%	52,2%	74,1%	84,7%	81,3%
Total exercice propre⁵¹	85,2%	85,9%	83,8%	85,2%	87,0%
Exercice clos	57,7%	69,1%	59,6%	68,0%	59,5%

⁵⁰ Qui a financé le RIS

⁵¹ Le taux de recouvrement de l'exercice propre correspond au prorata des montants de recettes (non indiqués ici) et non à la moyenne des taux

5.3. Etat de la trésorerie

En 2022, le CPAS n'a pas dû recourir aux avances de trésorerie dans le cadre de la gestion courante du centre. Les taux de référence interbancaires négatifs tout au long de l'année 2022 ont déterminé les **rendements** offerts par les banques sur les placements de trésorerie : **zéro**.

Ceci a rendu superflu tout effort de placement diversifié de la trésorerie du CPAS.

Par contre, l'application par les banques de taux **créditeurs négatifs** sur la trésorerie maintenue en compte a engendré des frais à supporter par le CPAS. En effet, les seuils de trésorerie exonérés de l'application des taux créditeurs négatifs ont été fortement revus à la baisse par les banques. Cette facture imposée par les banques a coûté 1.011,60 € au CPAS en 2022.

6. Evolution des dépenses d'aide sociale

6.1. Evolution des dépenses brutes d'aide sociale

Evolution de l'aide sociale (k€)	C13	C14	C15	C16	C17	C18	C19	C20	C21	C22	% moyen	%21-22
RIS 70% (dépense - récup usager)	4.109	4.653	5.064	6.223	7.944	8.612	9.138	9.894	10.305	11.805	12%	15%
ERIS	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221	1.229	1.321	3.605	9%	173%
Aide en cash	175	146	121	137	115	205	154	106	175	147	-2%	-16%
Aide en nature	63	49	54	66	66	132	169	159	185	167	11%	-10%
Assurance santé	24	49	25	12	9	14	19	16	14	11	-8%	-21%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	102	74	124	5%	68%
Frais de transport	5	6	4	7	25	36	43	37	35	39	26%	11%
Frais funéraires	18	12	15	11	7	15	7	25	12	18	0%	50%
Garanties locatives	60	73	72	91	23	22	28	26	35	17	-13%	-51%
Hébergement HSL	85	76	93	105	153	332	392	465	505	535	23%	6%
Hébergement ext	610	762	725	890	810	953	957	814	620	435	-4%	-30%
Hospitalisation	93	76	44	65	74	79	93	87	73	66	-4%	-10%
Loyers	47	43	41	45	43	45	43	36	52	64	3%	23%
Soins/médicaments	224	243	180	237	351	373	487	480	458	445	8%	-3%
<i>Covid cash</i>								432	748	133		
<i>Covid nature</i>								45	355	147		
Sous-total aide-sociale hors covid	1.486	1.576	1.400	1.687	1.696	2.264	2.461	2.353	2.238	2.068	4%	-8%
Total hors covid	7.199	8.014	7.733	9.096	10.877	12.127	12.820	13.476	13.864	17.478	10%	26%

Le tableau repris ci-dessus illustre le flux de dépenses brutes d'aide sociale, sans tenir compte des remboursements par l'Etat (RIS), les usagers et/ou les débiteurs d'aliments. Exception faite du RIS, pour lequel les montants renseignés correspondent à la dépense diminuée des droits constatés nets de récupération auprès des usagers en cas d'indu⁵².

⁵² Cette exception existait déjà dans les rapports précédents, mais n'était pas mentionnée. Concrètement, pour le RIS il s'agit de la somme de l'article budgétaire 8320/33310/05 diminuée du 8320/-33310/05

Le tableau permet ainsi de mesurer le volume d'activité sociale du CPAS au travers des flux financiers, ainsi que l'ampleur des besoins de la population servie par le CPAS.

Les constats exprimés au point 1 de cette note se confirment : au cours des 10 dernières années, les dépenses de RIS ont augmenté au rythme moyen de **12% par an**. L'évolution 2022 se situe au-dessus de l'évolution moyenne.

L'aide sociale sur fonds propres, quant à elle, augmente de 4% par an en moyenne sur cette même période tandis qu'elle diminue de 8% en 2022.

Ces chiffres doivent toutefois **être nuancés**. Ils sont considérés hors dépenses covid. S'il est réaliste d'affirmer que les montants de la prime Covid (covid cash) n'auraient pas été engagés s'il n'y avait pas eu le subside, cette même affirmation est moins certaine en ce qui concerne l'aide en nature. Nous l'écrivions dans le point 3.5. du document, certaines dépenses peuvent être prises en compte soit sur le subside covid soit sur le subside énergie. Une ligne de conduite claire n'ayant pas été instaurée, nous ne pouvons prétendre que charger le subside gaz-électricité⁵³ en priorité ait été réalisé. D'autres dépenses qui auparavant étaient payées sur fonds propres (exemple : loyers) ont pu être prises en charge sur le subside covid⁵⁴. Pour ces raisons, nous pouvons difficilement comparer la réelle évolution des dépenses d'aide sociale.

La baisse marquée des dépenses brutes relatives aux placements extérieurs est la conséquence de l'application plus large de la pratique où le CPAS intervient pour le coût net de l'aide sociale, la maison de repos se chargeant de percevoir les revenus du résident. Cette pratique est à développer encore davantage. Egalement, la baisse significative des garanties locatives est la conséquence de réformes en cours concernant les processus. Les montants affichés correspondent aux dépenses versées sur le compte du propriétaire⁵⁵. Toutefois, le système d'utilisation des garanties dites de « reconstitution » tend à se développer. Ce système est opéré via un mouvement de trésorerie qui n'implique aucune écriture comptable budgétaire. En d'autres termes, la vue de la diminution des dépenses de garanties locatives n'implique pas la diminution du nombre de dossiers de ce type, et encore moins la complexité qui s'ensuit.

⁵³ Subside récurrent

⁵⁴ Sous respect de certaines conditions. Raison pour laquelle des dépenses subsistent sur l'item « loyer »

⁵⁵ Cette pratique n'est pas prescrite par la loi sur les garanties locatives

6.2. Evolution des charges nettes d'aide sociale

Le tableau suivant exprime le **coût net** de différentes interventions sociales (dépenses– remboursements). Ce coût est communiqué sans tenir compte des **frais dérivés** tels que les charges de personnel social et administratif, les frais de courrier, d'IT...

Evolution de l'aide sociale (k€)	C13	C14	C15	C16	C17	C18	C19	C20	C21	C22	% moyen	%21-22
RIS 70% (dépense - récup usager - récup SPP)	1.991	1.844	2.092	2.498	2.780	2.584	2.741	2.868	2.771	3.542	7%	28%
Aide en cash	83	71	52	68	58	114	100	75	137	132	5%	-4%
Aide en nature	53	40	29	35	52	120	156	150	175	152	12%	-13%
Assurance santé	24	48	21	9	8	13	19	15	14	9	-10%	-36%
Frais de transport	5	4	3	6	23	27	30	29	33	38	25%	15%
Frais funéraires	18	12	15	11	6	15	6	25	12	18	0%	50%
Hébergement HSL	54	63	50	61	86	35	30	71	105	96	7%	-9%
Hébergement ext	352	429	220	258	7	- 15	121	68	129	- 181	-193%	-240%
Hospitalisation	52	63	41	52	67	71	88	75	62	65	3%	5%
Loyers	41	29	21	23	27	33	14	25	47	55	3%	17%
Soins/médicaments	164	177	157	125	251	291	392	358	364	397	10%	9%
Sous total aide sociale	846	936	609	648	585	704	956	891	1.078	781	-1%	-28%
Total général	2.837	2.780	2.701	3.146	3.365	3.288	3.697	3.759	3.849	4.323	5%	12%

Les aides sociales octroyées dans le cadre du COVID sont intégralement prises en charge par les subsides correspondants ; elles ne génèrent pas de charges nettes d'aide sociale bien qu'elles génèrent des frais administratifs en parallèle.

Les mouvements relatifs à l'ERIS ne sont pas repris dans le tableau ; ceux-ci sont remboursés à 100% par l'Etat. Globalement :

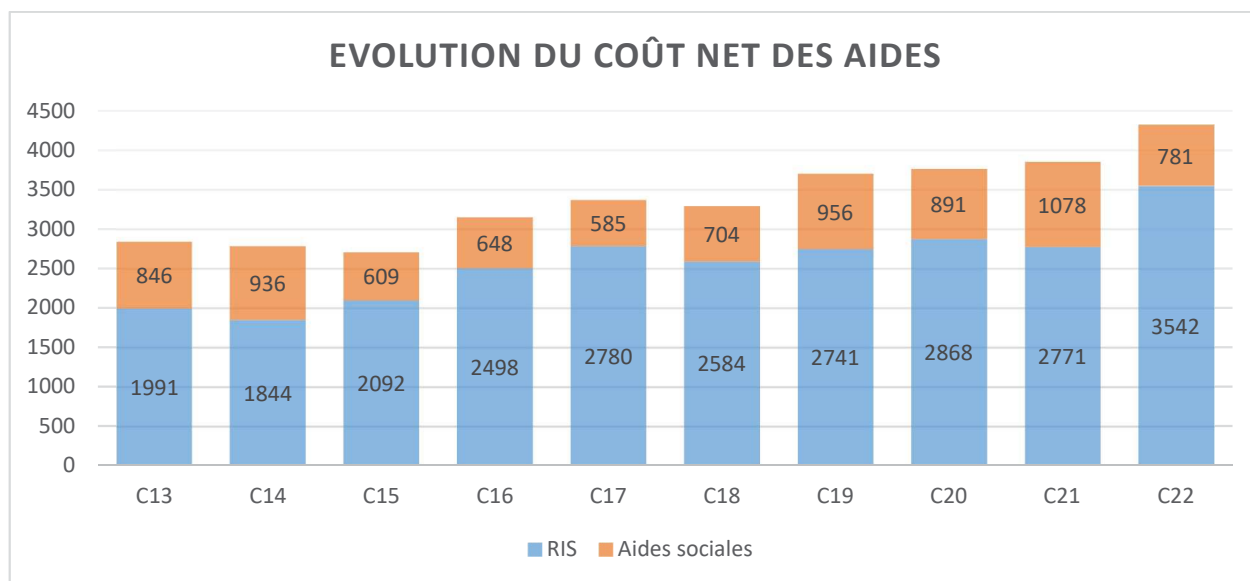
- le coût net du **RIS**, une dépense sur laquelle le Centre n'a aucune prise ou influence et qui n'est que partiellement couverte par les remboursements du SPP-IS, s'élève à 3,54 M € en 2022, un montant équivalent à **23% de la dotation communale**. Toujours sans tenir compte des coûts indirects liés à la gestion de ces dossiers dans les différentes cellules de l'administration. Notons malgré tout l'augmentation des irrécouvrables⁵⁶ décidés par le CSSS dès le passage du dossier de révision. Le turnover important des assistants sociaux ainsi que la masse de dossiers à traiter implique que certains dossiers sont parfois révisés tardivement par un nouvel AS en charge du dossier. Ce dernier préférant proposer d'abandonner la créance plutôt que de réclamer des sommes à l'usager qui avait parfois communiqué les informations en temps voulu. En 2020, 7,5% du recouvrement RIS de l'année a été mis en irrécouvrable (41.000 €). Il s'agit de 7% en 2021 (40.000 €) et enfin 10,45% en 2022 (70.000 €)⁵⁷. Sur cet aspect, le CSSS a une influence. Signalons quand même que diminuer les irrécouvrables aurait potentiellement comme influence d'augmenter le fonds pour créances aléatoires et de devoir, toujours potentiellement, proposer des irrécouvrables – par le Directeur financier cette fois – dans le futur après avoir engagé des coûts de recouvrements ;

⁵⁶ Techniquement parlant, le CSSS décide de l'abandon de la créance sociale. Celle-ci est ensuite rapportée au CAS pour décision

⁵⁷ Article budgétaire 8320/-33310/05 : montant irrécouvrable / droits constatés ; à noter que tous les irrécouvrables encodés ne se justifient pas de cette manière

- **Le coût net du RIS en 2022 augmente plus significativement que le coût brut. En 2020 et 2021, l'Etat a accordé aux CPAS une majoration de 15% du taux de remboursement du RIS pour les nouveaux usagers. Proportionnellement aux dépenses, pour ces deux années le coût net a diminué. En 2022, cette majoration a pris fin. A dépense égale, coût net supérieur. A dépense supérieure, coût net d'autant plus élevé et pourcentage d'évolution qui grimpe ;**
- Le résultat en bénéfice des chiffres d'hébergement en maison de repos externe a été expliqué dans le point 3.4.3.

Ce dernier graphique illustre l'évolution du coût net des aides (RIS et aides sociales) sur les 10 dernières années. Les chiffres démontrent que la charge budgétaire de la politique sociale est essentiellement portée par l'augmentation du revenu d'intégration sociale.



7. Conclusion générale

Le **boni** comptable de 216.370,04 € enregistré au compte 2022 mérite d'être cadré.

Malgré un nouveau subside perçu en 2022, nous pouvons considérer la fin de la crise Covid qui a permis une reprise totale des activités des établissements de soins.

Les **dépenses** de l'exercice propre augmentent considérablement et sont majoritairement portées par les charges de l'octroi du RIS ainsi que par les charges de personnel découlant, entre autres, des nombreuses indexations et des recrutements effectués dans le cadre de la crise ukrainienne. L'administration est parvenue à maîtriser ses dépenses de fonctionnement. Celles-ci étant largement moins élevées que ce que ne le prévoyait le budget modifié.

Les **recettes** de l'exercice propre (hors dotation communale) évoluent par rapport à 2021 et retrouvent un niveau et un rythme de croissance plus naturel. Les recettes de prestations de 2022 sont dopées par le résultat exceptionnel de l'ONSS. Nous pouvons nous attendre à une régularisation les prochaines années, raison pour laquelle une partie de ce résultat a été provisionnée.

Le mécanisme de certaines subventions, étalées sur deux exercices, explique le volume important de dépenses et recettes de **prélèvement** sur fonds de réserve. En dépenses de prélèvement, signalons la constitution de provisions relatives aux taxes de l'immeuble Gulledelle 98 ainsi qu'une dotation provisionnant les charges probables qui nous incomberont suite aux négociations des statuts de l'association Wolu-Facilities.

Globalement, la clôture du compte de l'exercice 2022 génère une **diminution de la dotation communale de 18.592,81€ pour l'exercice 2023.**

REKENING 2022

Analyseverslag

Verslag opgesteld in toepassing van artikel 89 van de Organieke Wet van 08.07.1976

Youri DELWIT
Financieel Directeur d.d.
6 juni 2023

1. Context en algemene tendensen

Het dienstjaar 2022 van het OCMW wordt, enerzijds gekenmerkt door het geleidelijke einde van de belangrijkste covid-maatregelen,¹ waardoor de zorginstellingen weer volledig open konden gaan. Anderzijds kregen de OCMW's, vooral het onze, met de **Oekraïenecrisis** te maken met een nieuwe crisissituatie.

Allereerst moeten we wijzen op de talrijke sprongen in de spilindex en de daaruit voortvloeiende indexeringen. In 2022 werd een recordaantal van **zes indexeringen**² genoteerd voor de leeflonen (MI). In "normale" jaren zijn er één tot twee indexeringen. Dit zal sommige vergelijkingen dus relatief ingewikkeld maken.

Nature de l'aide/an - Aard van de bijstand/jaar	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 21-22
RIS - MI	1060	1212	1316	1407	1466	1576	1647	1699	1742	1767	1790	1,3%
ERIS - EMI	206	196	184	156	148	154	158	145	140	154	484	214%
<i>Doublon DIS ERI - Overlapping RMI EQ-MI</i>	12	8	16	20	17	22	25	17	13	16	19	18,8%
Autres aides sociales - Andere sociale bijstand	486	572	584	743	885	1116	1230	1295	1294	1495	1459	-2,4%
ILA - LOI	37	39	46	46	88	173	162	93	76	102	96	-5,9%
TOTAUX - TOTAAL	1801	1980	2084	2306	2499	2846	3035	3139	3176	3416	3733	9%
Evolution/Evolutie	1%	13%	5%	11%	8%	14%	7%	3%	1%	8%	9%	13%

Het aantal begunstigden van het **leefloon** neemt sinds 2020 gestaag en licht toe.

Het aantal begunstigden van **equivalent leefloon** neemt daarentegen drastisch toe met een **verdrievoudiging** ten opzichte van het jaar 2021. De reden hiervoor is de massale komst van Oekraïense vluchtelingen vanaf april 2022.

Het aantal begunstigden van **sociale bijstand** daalt enigszins. Dit komt doordat er in 2021 een piek was door de langdurige covid-crisis. Hierdoor ontvingen we begunstigden die voorheen niet aanklopten bij het OCMW. De stabilisatie van de covid-situatie tijdens het dienstjaar heeft waarschijnlijk een impact op deze nieuwe categorie gebruikers die we het jaar voordien kenden en die nu niet meer geholpen worden. Wij herinneren er ook aan dat alleen begunstigden die geen leefloon (MI) of equivalent leefloon (EQ-MI) ontvangen tot de bijstandsgebruikers worden gerekend. Aangezien steeds meer gebruikers hun recht op leefloon opeisen, neemt de categorie 'Andere sociale bijstand' evenredig af.

Leefloon 70%	2021	2022	% evolutie
Aantal periodes	13610	13753	1,05%
Maanden	12	12	
Periode/maand	1.134	1.146	1,05%
Aantal begunstigden	1767	1790	1,30%
Periode/begunstigde	7,70	7,68	-0,25%
Kost	10.837.860	12.406.734	14,48%
Kost/periode	796	902	13,29%
Kost/begunstigde	6.133	6.931	13,00%

¹ Met uitzondering van de voortzetting van de GGC-toelage, waarmee nog steeds elementen worden gefinancierd die deels verband houden met de crisis, en andere die verband houden met de stijging van de energieprijzen.

² 5 voor de salarissen van het personeel, aangezien er een maand vertraging is, de laatste is in december voor de steun.

- De groei van de in 2022 uitgekeerde bedragen (+15%) is groter dan de groei van het aantal begunstigden (+1,3%). De 6 indexeringen hebben een impact van 9,30% over het jaar. De gemiddelde duur van het leefloongebruik is in 2022 iets korter dan in het voorgaande jaar. **De gemiddelde kosten per periode zijn daarentegen aanzienlijk hoger dan in 2021.** De gemiddelde kosten per periode zijn **13,3%** hoger dan in 2021, hoewel de indexering goed is voor 9,30% van deze stijging.
- Veel bijstand werd nog steeds betaald in het kader van de COVID-toelagen³ waarvan het OCMW kon genieten.

Laten we onze inleiding afsluiten door de nadruk te leggen op de realiteit van deze statistieken. Zij zijn alleen gebaseerd op de betaalde bijstand. Inzake **werklust** voor de sociale dienst en inzake budgettaire impact presenteert de tabel een onderschatting van de realiteit aangezien de tabel geen rekening houdt met de niet-succesvolle aanvragen, noch met de stijgende complexiteit van de dossiers.

2. Samenvatting van de rekening

De rekening 2022 van het OCMW induceert een **vermindering van de gemeentetoelage met 18.592,81€**, in te schrijven op het dienstjaar 2023.

Dit resultaat dekt in werkelijkheid twee begrippen :

- het boekhoudkundig resultaat. Voor 2022, bedraagt het **216.370,04€** ;
- een thesaurieresultaat dat belichaamd wordt door een bijkomende provisionering van het fonds voor onzekere vorderingen. Voor 2022, bedraagt de variatie van het fonds voor onzekere vorderingen **197.777,23€**. Het saldo van het fonds ligt in 2022 dus hoger dan het saldo van het vorige jaar.

Het jaar 2021 werd gekenmerkt door een grondige afschrijving van oninbare vorderingen van de afgesloten dienstjaren met een communicerend effect tot gevolg, aangezien dit enerzijds een boekhoudkundig tekort genereert, maar anderzijds het fonds voor onvoorziene vorderingen vermindert en een positief resultaat van de treasury genereert. Zo vertoonde de rekening 2021, alle vorderingen samengenomen⁴, oninbare bedragen van 605.853,50 €.

In 2022 werd dit grondige werk onderbroken wegens de verandering van financieel directeur en het ontslag van de twee personeelsleden van het team voor geschillenbeslechting van de ontvangsten. Als gevolg daarvan bedraagt ditzelfde bedrag aan oninbare bedragen 205.952,06 €. Dit is een aanzienlijk verschil en heeft dus gevolgen voor het fonds voor onvoorziene vorderingen.

Het **boekhoudkundig resultaat** resultaat wordt als volgt opgesplitst :

- het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2022 (vastgestelde rechten 2022 – vastleggingen 2021): 349.495,69 €;
- het gecumuleerd boekhoudkundig saldo van de vorige dienstjaren: -68.929,01 € ;
- het saldo van de verrichtingen betreffende de vorige dienstjaren (verzaakte kredieten – oninbare ontvangsten): -64.196,64 €

Het verslag tracht de financiële ontwikkelingen die het dienstjaar 2022 kenmerkten, te analyseren en overzichtelijk weer te geven.

Het begrip "resultaat" dat in de volgende bladzijden wordt gebruikt heeft betrekking op het boekhoudkundig resultaat van het OCMW en houdt dus geen rekening met de variatie van het **fonds voor onzekere vorderingen**.

³ COVID-toelage GGC en POD-toelage – covid algemeen

⁴ Op de afgesloten dienstjaren

Een opmerking met betrekking tot de weergegeven tabellen : de rood weergegeven kolommen met “%” hebben betrekking op een gemiddelde jaarlijkse groei over de voorgestelde periode. De kolommen « % 21-22 » geven de verhoudingsgewijze toename van het betrokken bedrag weer tussen de rekeningen 2021 en 2022.

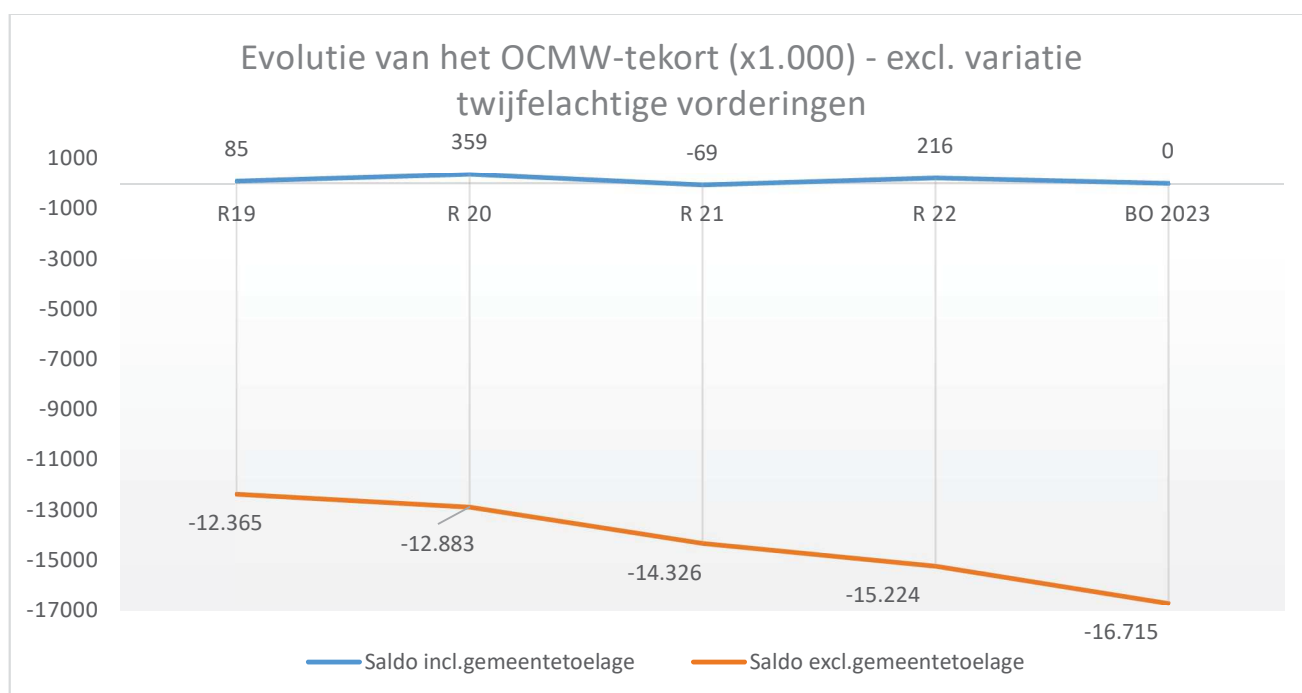
3. Algemene synthese

3.1. Evolutie van het resultaat van het OCMW

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar 2022 bedraagt 216.370,04 €.

Als men de **gemeentetoelage uitsluit**, stijgt het tekort van het OCMW ten opzichte van 2021 het stijgt van 14,33 millions € naar 15,22 millions €.

De impact van de Oekraïenecrisis, die niet in de begroting was opgenomen maar als begrotingswijziging werd geherwaardeerd, leidde tot loonkosten van 357.000 €. Ook de uitvoering van het sectoraal akkoord dat in 2021 binnen het Comité C is gesloten, blijft het resultaat van het OCMW beïnvloeden en zal dat in de toekomst blijven doen. Een nauwkeurige beoordeling van de netto kosten van deze maatregel is pas mogelijk nadat het volledige boekhoudstelsel en de financiële stromen zijn ingevoerd.

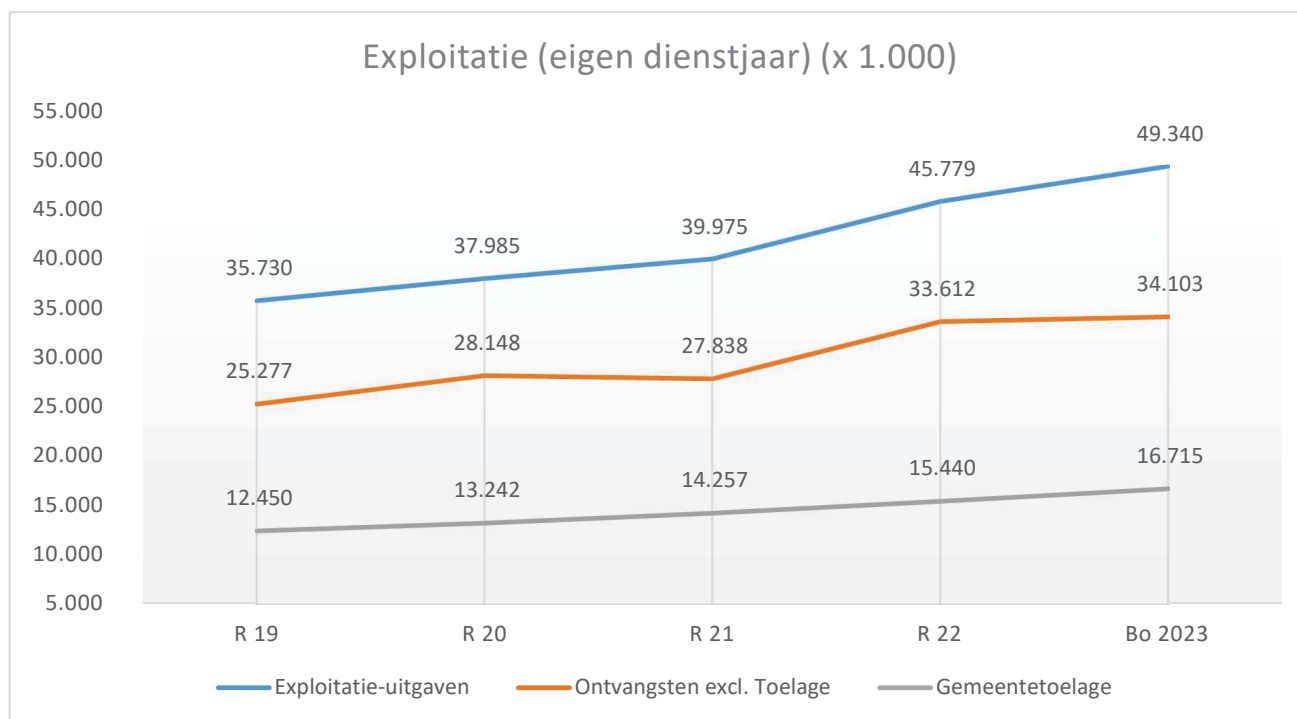


⁵	R 19	R 20	R 21	R 22	Bo 2023
Exploitatie	- 10.182	- 10.636	- 11.867	- 14.423	- 14.899
Investing	- 2.184	- 2.247	- 2.459	- 801	- 1.816
Saldo	- 12.365	- 12.883	- 14.326	- 15.224	- 16.715

⁵ Cijfers van het blad "rekeningoverzicht" min de gemeentelijke dotatie

3.2. Evolutie van de exploitatiebegroting

Het verschil tussen de ontvangsten - exclusief de gemeentelijke dotatie - en de exploitatieuitgaven blijft gelijk aan het in 2021 geconstateerde verschil, aangezien het iets meer dan 12,1 M bedraagt. In vergelijking met de eerdere jaren 2019 en 2020 constateren wij een aanzienlijke stijging van 10,5M in 2019 tot 12,1M in 2022, d.w.z. een stijging van 16% over 3 jaar.



⁶	R18	R19	R20	R21	R22	%gem	%21-22	Bo 23
Verschil exploitatie - O/U	2.237	1.997	3.081	2.120	3.274	10,0%	54,4%	1.478
Verschil excl. Gem. Toelage	- 9.982	- 10.453	- 10.161	- 12.137	- 12.166	5,1%	0,2%	- 15.237

Deze tabel toont de ontwikkelingen zonder de overboekingsverrichtingen. Als we deze elementen buiten beschouwing laten, zien we dat de exploitatieontvangsten hoger zijn dan de exploitatieuitgaven. Dit is in verschillende opzichten gerechtvaardigd:

- De kapitaalaflossing komt ten laste van de investeringsfunctie. Bijgevolg moet de gemeentelijke dotatie - in de exploitatie - deze investeringsuitgaven dekken. In 2022 worden deze geraamd op 1,9 M€.
- Sommige toelage-ontvangsten worden toegekend in 2022, terwijl de overeenkomstige uitgaven gedeeltelijk in 2022 plaatsvinden en doorlopen in 2023. Hierdoor ontstaat de facto een winstresultaat. Hier staat dus een boeking in het reservfonds tegenover waardoor de ontvangsten en uitgaven per dienstjaar in evenwicht zijn.⁷

⁶ Exploitatieuitgaven en -ontvangsten van het eigen dienstjaar, exclusief overboekingen op de reserves en voorzieningen voor risico's en lasten

⁷ Zie punt 3.9.

3.3. Evolutie van de exploitatieontvangsten (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R19	R 20	R 21	R 22	%gem	%21-22	Bo 23
Prestaties	3.668	3.676	3.704	4.414	6,4%	19,2%	5.125
Gemeentetoelage	12.450	13.242	14.257	15.440	7,4%	8,3%	16.715
BFMW	550	597	645	619	4,0%	-4,0%	717
Andere overdrachten	20.981	23.796	23.410	28.494	10,7%	21,7%	28.174
Financiële opbrengsten	77	78	78	85	3,4%	9,5%	86
Totaal	37.726	41.390	42.094	49.053	9,1%	16,5%	50.817
Total excl. Toelage	25.276	28.148	27.837	33.613	10,0%	20,7%	34.102

De ontwikkeling van de gemeentelijke dotatie in 2022 ten opzichte van 2021 bedraagt 8,3%, terwijl de ontwikkeling van alle ontvangsten 16,5% bedraagt. Dit betekent dat de **gemeentelijke dotatie groeit, maar half zo snel** als het gemiddelde van alle exploitatieontvangsten.

3.3.1. Prestaties

De ontvangsten uit prestaties zijn met 19,2% gestegen, terwijl de gemiddelde ontwikkeling in de afgelopen drie jaar drie keer zo laag was. Bruto komt dit neer op een stijging van 710.000 €. Twee elementen rechtvaardigen deze realiteit:

- Het einde van covid en de stijging van de bezettingsgraad in de zorginstellingen. Wij hebben in totaal 250.000 € aan extra ontvangsten uit prestaties ten opzichte van 2021;
- De RSZ-uitgaven die via onze coderingen in de payroll-tool⁸ zijn berekend, leiden tot uitgavenvastleggingen in onze rekeningen. Deze vastleggingen moeten worden vergeleken met de daadwerkelijk door de RSZ verrichte overboekingen. In 2022 bedraagt de positieve delta dus 580 000 €. Bijgevolg is het overschot gecompenseerd door ontvangsten uit prestaties, zoals aanbevolen in het boekhoudplan. Er moet worden opgemerkt dat een deel van deze inkomsten is voorzien voor een mogelijke herberekening door de RSZ in toekomstige jaren.

3.3.2. Andere overdrachten

Deze ontvangsten stegen met 21,7%, tweemaal zoveel als het gemiddelde van de afgelopen drie jaar. In bruto cijfers komt dit neer op 6 M€. Er zijn verschillende oorzaken voor deze stijging aan te wijzen.

- Equivalente leeflonen Oekraïne

De massale komst van Oekraïense vluchtelingen heeft aanzienlijke gevolgen gehad voor het werk van de teams en de opvolging van gebruikers die aanspraak maken op het equivalent leefloon. Het aantal gebruikers in deze categorie is verdrievoudigd⁹. De cijfers, die de financiële resultaten zijn van succesvolle aanvragen, worden ook met drie vermenigvuldigd, aangezien ze toenemen van 1,3 M in 2021 tot 3,6 M in 2022¹⁰. Deze eerste ontvangsten zijn neutraal ten opzichte van de bruto herverdelingsuitgaven. De equivalente steun wordt immers voor 100% gesubsidieerd. Ook al is de toegekende steun (equivalent aan het leefloon) budgetneutraal, de logistieke opzet, het personeel en de verwerking van de dossiers brengen tal van kosten met zich mee.

⁸ Persée

⁹ Van 154 begunstigden in 2021 naar 484 begunstigden in 2022

¹⁰ Begrotingsartikel 8320/46530/03

Er is een tweede financiering ingevoerd, namelijk een verhoging van 30% van de equivalente steun gedurende de eerste vier maanden van de steun en 25% daarna. Deze financiering werd voor ons OCMW geraamd op 530.000 €¹¹. Dit bedrag werd gebruikt voor de financiering van personeel en aanverwante uitgaven, en het saldo werd als provisie opzijgezet om te anticiperen op toekomstige uitgaven die voortvloeien uit de noodzaak om deze gebruikers in te voeren in het klassieke aanvraagcircuit voor sociale bijstand.

Hier is een tabel met de financiële informatie van de Oekraïne-situatie in het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe.

EQ - MI Oek	R 22
Aantal periodes	2022
Maanden	10
Periode/maand	202
Aantal begunstigden	338
Periode/begunstigde	5,98
Kost	2.122.732,82
Kost/periode	1.049,82
Kost/begunstigde	6.280,27

	R 22
Verhoging	28.266,35
Loon	57.630,22
Sociale bijstanden EM	5.261,52
werkingskosten	12.925,76
Saldo	52.448,85

Ter vergelijking: het gemiddelde inkomen dat voor een periode wordt betaald, ligt voor een Oekraïner **16% hoger** dan voor een leefloon-gerechtigde. Het gaat hier uiteraard om arbitraire criteria waarin de gebruikers zich bevinden en niet om discretionaire keuzes van het beleid van het Centrum.

Alleen sociale bijstand waarvoor de Oekraïner leefloon ontving, wordt vermeld. Uit de statistieken kunnen we niet dezelfde informatie halen voor gebruikers die alleen sociale bijstand ontvingen. Het is daarom mogelijk dat dit bedrag aan sociale bijstand uit eigen middelen wordt onderschat.

- Leefloon

De ontvangsten uit leefloonoverdrachten stijgen met 1,375 M€¹². In tegenstelling tot het equivalent leefloon zijn de overeenkomstige uitgaven hoger. Uit dit cijfer moet 1,1 M€¹³ miljoen euro worden geïsoleerd, dat afkomstig is van het tegen 70% gefinancierde leefloon. Achter deze 1,1 miljoen meer ontvangsten gaat in feite **een 470.000 € hogere kostprijs** voor het Centrum schuil in vergelijking met het voorgaande jaar.

- Integratiebanen¹⁴

De voorziening van integratiebanen heeft de afgelopen twee jaar enige moeilijkheden ondervonden als gevolg van de pandemie. Het jaar 2022 kan naar alle waarschijnlijkheid als een succes worden beschouwd omdat, ondanks het feit dat de prognose in termen van het "klassieke"¹⁵ artikel 60 slechts 87% van de gewijzigde begroting bedraagt, het totale resultaat van het project onder de nieuwe verantwoordelijke veelbelovend is met een stijging van de totale ontvangsten (gecompenseerd door herverdelingsuitgaven die een neutraal effect inhouden) van 370.000 €¹⁶. Het merendeel van de integratiebanen werd ter beschikking gesteld van zogenaamde sociale economiebedrijven.

¹¹ Begrotingsartikel 8320/46531/03

¹² Begrotingsartikelen 8320/46510/05 + 8320/46540/05 + 83208/46530/05 PIIS

¹³ Begrotingsartikel 8320/46510/05

¹⁴ Algemeen bekend als « artikel 60 »

¹⁵ Begrotingsartikel 8320/46550/05

¹⁶ Begrotingsartikelen 8320/46550/05 + 8320/46560/05 + 8320/46590/03

- Financieringen VID

Het einde van de pandemie heeft gevolgen gehad zowel voor de ontvangsten uit prestaties als voor de ontvangsten uit overdrachten. Zo verhoogt het rusthuis zijn forfaits met 400.000¹⁷ € ten opzichte van 2021, een stijging van 15%. Ook De heuvel ziet zijn ontvangsten stijgen met 80.000 €¹⁸ een aanzienlijke stijging van 53%.

3.4. Evolutie van de exploitatie-uitgaven (eigen dienstjaar, zonder I.F. en overboekingen) x 1.000

	R19	R 20	R 21	R 22	%gem	%21-22	Bo 23
Personeel	13.033	13.659	14.825	16.805	8,8%	13,4%	19.171
Werking	5.271	5.302	5.324	5.505	1,5%	3,4%	6.950
Herverdeling	16.959	18.568	19.341	22.867	10,5%	18,2%	22.599
Financiële kosten	467	456	485	603	8,9%	24,3%	621
Totaal	35.730	37.985	39.975	45.779	8,6%	14,5%	49.341

3.4.1. Personeel

De **personeelskosten** stijgen gevoelig in 2022 (+13,4%) als gevolg van de aanwervingen die plaatsvonden in het kader van de Oekraïenecrisis, de 5 salarisindexeringen die een stijging van 5,5% over een volledig jaar vertegenwoordigen en de uitvoering van het sectorale akkoord dat heeft geleid tot een herwaardering van de D- en E-baremaschalen in 2021 en dat wordt verlengd tot in 2022 en de nieuwe herwaardering van het C-personeel op 1 januari 2022.

Tot slot moet worden opgemerkt dat de kosten van de uitvoering van de tweede pensioenpijler voor contractueel personeel met 95.000 € stijgen.¹⁹ En 2021, in de afwezigheid van precieze informatie over de te betalen inhaalpremies inzake pensioenen, hadden we de keuze gemaakt om de voorziene uitgavenkredieten ter zake volledig vast te leggen.

In 2022 hebben wij de door Ethias meegedeelde bedragen vastgelegd.

3.4.2. Werking

De werkingsuitgaven stijgen in 2022 met 3,4%, ondanks een gemiddelde stijging van 1,5% in de afgelopen drie jaar. De indexeringen hebben niet alleen gevolgen gehad voor de salarissen en de sociale uitkeringen. Zij hebben ook geleid tot stijgingen van de werkingsuitgaven, aangezien de leveranciers hun prijzen hebben aangepast. Gezien dit laatste punt kunnen we redelijkerwijs inschatten dat de **beheersmaatregelen** die in de loop der jaren zijn genomen, bijdragen aan de **stabilisatie** van de werkingslasten.

Onder alle werkingsuitgaven zijn dit de elementen die we kunnen onderscheiden.

- Wolu-Facilities

De wasserijkosten²⁰ stijgen met 18% wat neerkomt op een bruto stijging van 43.000 €. De kosten voor schoonmaakdiensten²¹ stijgen met 3,4% in overeenstemming met het gemiddelde van de economische groep, d.w.z. een stijging van 32.000 €.

¹⁷ Begrotingsartikel 8341/47600/02

¹⁸ Begrotingsartikel 8342/47600/02

¹⁹ Begrotingsartikel */11400/12

²⁰ Begrotingsartikel 8341/12400/12

²¹ Begrotingsartikelen */12400/15 NET

De kosten van het OCMW voor de keuken²² dalen daarentegen met 35.000 €. Dit benadrukt enerzijds de optimalisatie van het beheer van WF en is anderzijds het gevolg van de daling van de aankoop van biologische producten.

Ten slotte dalen de aan het OCMW gefactureerde bedragen voor de technische dienst²³ met 50.000 €. De verantwoording voor deze daling is identiek aan die van de keuken.

- Gulledele 98

Voor het gebouw Gulledele 98 worden twee kostenverhogingen voorgesteld.

De eerste betreft de belastingen. In 2022 is er een einde gekomen aan het geschil met Brussel Fiscaliteit.

Voortaan moeten wij vanaf dit jaar de **niet-immune** voorheffing op onroerend goed betalen. Aangezien deze uitgave van 175.000 € niet was voorzien in de begroting, zal ze in het begrotingsjaar 2023 worden verrekend - in 2022 is er een provisiepost om dit reeds **voor te financieren**. De voorheffingen tegen verlaagd tarief voor 2020 en 2021 werden daarentegen in 2022 vastgelegd en verklaren de uitgaven van 20.000 €. ²⁴ Vanaf 2024 vormt de voorheffing een nieuwe jaarlijkse uitgave die uit de gemeentelijke dotatie wordt gefinancierd.

De tweede verhoging van de kosten van het gebouw zijn de energie- en beheerskosten van het bedrijf GPM²⁵. In 2021 werden drie kostenafrekeningen opgesteld omdat GPM een achterstand had. In 2022 is de achterstallige afrekening ingehaald en vastgelegd, wat de delta van 38.000 € verklaart. In 2023 heeft het OCMW de overeenkomst met GPM opgezegd. Dit moet een beter overzicht geven van de interventieprocessen en de kosten van het gebouw beperken.

3.4.3. Herverdeling

De groei van de herverdelingsuitgaven is grotendeels toe te schrijven aan de groei van de sociale bijstand: + 1,9 M aan leefloonuitgaven²⁶ ; + 2,3 M aan Oekraïne-uitgaven²⁷.

Naast deze twee punten kunnen wij het volgende benadrukken.

De covid-uitgaven dalen met 825.000²⁸ € ten opzichte van 2021. De premie van 50 €, die een premie van 25 € werd, verviel in maart 2022. De algemene POD covid-toelage eindigde in dezelfde periode. Enkel de GGC-toelage loopt nog.

Dit is een positief aspect, aangezien uitgaven die vroeger uit eigen middelen werden betaald op terugbetaalbare basis, steeds minder worden. Dit cijfer weerspiegelt echter niet de realiteit van de energiekosten van onze gebruikers, aangezien een aantal ervan ten laste komen van de covid-toelage. Aangezien beide fondsen dezelfde uitgaven financieren, is er enige verwarring over de waardering en de motivatie waarom op het ene fonds eerder dan op het andere beroep moet worden gedaan.

²² Begrotingsartikelen */12400/11

²³ Begrotingsartikelen */12400/15 TECH

²⁴ Begrotingsartikel 836012/12900/01

²⁵ Begrotingsartikel 836012/12500/02

²⁶ Begrotingsartikelen 8320/33310/05 + 8320/33340/05

²⁷ Begrotingsartikel 8320/33430/21

²⁸ Begrotingsartikelen 8790/33300/01 + 8790/33400/01

Ten slotte dalen de uitgaven voor accommodatiekosten in externe rusthuizen drastisch²⁹ van 620.000 € in 2021 tot 435.000 € in 2022. Om dit fenomeen te verklaren moeten twee gegevens worden benadrukt.

	R 21	R 22
Aantal begunstigten pensioen uit	29	33
Aantal begunstigten pensioen OCMW	34	25
Aantal periodeo pensioen uit	244	262
Aantal periodeo pensioen OCMW	324	211
Kost begunstigten pensioen uit	128.711,70	106.011,17
Kost begunstigten pensioen OCMW	491.296,68	328.354,01

Ten eerste is het aantal totale uitgavenperioden gedaald van 568 in 2021 tot 473 in 2022. Het is dus mathematisch logisch dat deze kosten met deze factor ook zullen dalen.

Ten tweede moet worden opgemerkt dat er twee verschillende financiële zorgsystemen zijn. Hoewel het boekhoudkundige doel hetzelfde is, is de presentatie van deze cijfers dat niet. We proberen onze werkwijzen te standaardiseren en we zullen in 2023 ook een werkgroep instellen, maar dit zijn de twee boekhoudsystemen op dit moment.

De eerste regeling bestaat erin om een volledige factuur te betalen en het pensioen rechtstreeks op de gebruiker te verhalen. De tweede regeling, die wij in de toekomst als de norm willen beschouwen, is dat de gebruiker zijn pensioen betaalt aan het externe rusthuis, die dit bedrag aftrekt van de eindfactuur.

Aangezien in dit geval niet alleen het aantal totale zorgperiodes is afgenomen, maar ook het aandeel aan zorg met pensioeninhouding is toegenomen (van 43% naar 55%), is het totale uitgavenbedrag dus veel lager.

In dit verband moet worden gewezen op een belangrijk feit van de rekening van 2022. De netto vastgestelde rechten in verband met pensioenen en afrekeningen zijn hoger dan het bedrag van de uitgaven (616.000 € vs. 435.000 €)³⁰. De afrekeningen in verband met artikel 100 van de organieke wet³¹ zijn eind 2022 vastgesteld. De werkelijke ontvangsten zijn echter verre van zeker, aangezien zij afhangen van het saldo van de boedel. Bijgevolg zijn gelijkwaardige bedragen voorzien als provisie (175.000 €) en zullen ofwel opnieuw op de rekening worden gestort in geval van terugvordering via een terugneming van de voorziening, ofwel worden afgeschreven in het tegenovergestelde geval.

²⁹ Begrotingsartikel 8320/33400/11

³⁰ Zie tabel punt 6.2.

³¹ « Elke materiële bijstand aan een begunstigde die roerende of onroerende goederen achterlaat, geeft aanleiding tot een invordering tegen de erfgenamen ter vergoeding van de kosten die het Centrum in de vijf jaar voorafgaand aan het overlijden heeft gemaakt, doch slechts tot het bedrag van het vermogen van de nalatenschap. ».

3.5. Netto-uitgaven per functie

Het verschil tussen de exploitatie-uitgaven en -ontvangsten, per begrotingsfunctie, geeft een overzicht van wat kan worden omschreven als “netto te financieren saldo” (via de gemeentetoelage) per dienstverleningsdomein van het OCMW.

De gebeurtenissen die hoger beschreven staat hebben uiteraard een invloed op de netto kost van de diensten.

Bij de tabel horen verschillende bemerkingen van algemene aard :

- Op basis van een constante personeelsbezetting zullen de diensten met de meeste VTE's³² in het algemeen en/of C-personeel in het bijzonder, in 2022 de grootste salarisontwikkelingen doormaken als gevolg van de verlengde uitvoering van het sectoraal akkoord van het Comité C. In de algemene administratie zijn er 22 VTE niveau C-personeelsleden op de 53 VTE's van de functie, terwijl er in de HSL 39 betaalde VTE's zijn op de 71 van de functie³³ ;
- De lezer dient met deze salariselementen rekening te houden bij de beoordeling van de groei van bepaalde tekorten, bij de algemene administratie (+ 480.000 € ten opzichte van 2021), bij ICT/Infra (+ 175.000 € die gerechtvaardigd zijn door de vulling van het kader), bij de sociale dienst (+ 550.000 € voornamelijk door het personeel voor Oekraïne);
- De nettolast voor thuiszorg daalt met 80.000 euro. Dit is het gevolg van een uitzonderlijk financieringssaldo van 120.000 € dat we ontvingen met betrekking tot het dienstjaar 2020. De definitieve resultaten worden met vertraging door Iriscare geproduceerd,³⁴
- Bij plaatsing in privébedrijven, die in de totale kosten zijn opgenomen, wordt ervan uitgegaan dat integratiebanen een voordeel voor de functie opleveren. Voor de andere categorieën van tewerkstelling variëren de kosten echter volgens onderstaande tabel. In 2022 werden slechts twee van de 85 ondertekende contracten³⁵ ter beschikking gesteld van privébedrijven. Voor alle andere contracten is het resultaat dat het OCMW bij elk nieuw ondertekend contract een tekort heeft. Er moet echter worden opgemerkt dat **deze berekening geen rekening houdt met de "winst"** die de gebruiker gedurende meerdere jaren na het einde van het contract realiseert door **uit het leefloonsysteem** te stappen;
- De Covid-functie (8790) verdient een commentaar. Als we de premie van 25 euro, die op basis van objectieve criteria³⁶ werd toegekend, buiten beschouwing kunnen laten, moeten we toch enigszins stilstaan bij de GGC-toelage, die met name voor sociale bijstandskosten wordt gebruikt. Het wettelijk kader laat ons vooral toe om de energiekosten te dekken. Op de dag dat deze financiering afloopt, worden verschillende opties overwogen. Ofwel zal de gas-elektriciteitstoelage compenseren en blijft de BCSD beslissen over de individuele kosten - wat geen extra kosten voor het Centrum zou betekenen. Ofwel zal de gas- elektriciteitstoelage niet compenseren, en dan moet de BCSD beslissen of het de lasten op zich neemt door een tekort te creëren, ofwel weigert de lasten op zich te nemen. Voorlopig zijn de uitgaven voor individuele steun vastgelegd op 2022 147.000 €³⁷.

³² Voltijds Equivalent

³³ Cijfers afkomstig van de persée-lijst 210-01 die de baremaschaal van een personeelslid weergeeft, vergeleken met de lijst 021-44 die de betaalde VTE's weergeeft.

³⁴ Het subsidiërend vermogen van thuiszorg

³⁵ Interne bron: gedeelde tabel van punten 60 op de interdepartementale lijst

³⁶ Alle gebruikers die een (equivalent) leefloon ontvangen voor de periodes januari tot maart 2022 kregen automatisch een premie van 25 euro per maand.

³⁷ Begrotingsartikel 8790/33400/01

Categorie van tewerkstelling	Jaarlijks netto kost	Aantal contracten
Privé onderneming	- 8.000	2
Facturering 850	500	4
Facturering 500	4.700	23
Facturering 0 - art 60 classiek	10.700	12
Facturering 0 sociale economie	1.700	44

Netto kost exploitatie per functie ³⁸	R 18	R 19	R 20	R 21	R 22	% gem	% 21-22	Bo 2023
Algemene administratie	2.619	2.464	2.430	2.795	3.013	3,6%	7,8%	3.177
Privaat patrimonium	- 69	- 68	- 60	- 56	- 68	-0,4%	21,4%	- 59
ICT/Infra	72	160	62	155	165	23,0%	6,5%	213
Sociale bijstand	4.479	5.592	6.570	6.962	7.122	12,3%	2,3%	7.893
SLT	2.348	2.227	2.442	2.134	2.124	-2,5%	-0,5%	3.186
Het Veer	115	53	- 15	118	83	-7,8%	-29,7%	179
LOI	- 26	- 5	- 36	- 39	- 25	-1,0%	-35,9%	17
GBH	589	450	377	576	497	-4,2%	-13,7%	627
TBM	138	125	192	192	192	8,6%	0,0%	5
BI/Jobs	469	634	792	717	791	14,0%	10,3%	1.116
Schuldbemiddeling	43	- 3	- 13	14	- 9		-164,3%	53
Kuurinrichtingen	55	51	47	47	42	-6,5%	-10,6%	- 125
Andromeda	7	22	33	17	36	50,6%	111,8%	38
Ziekenhuis in vereffening	53	95	- 110	94	93	15,1%	-1,1%	100
Totaal	10.892	11.797	12.711	13.726	14.056	6,6%	2,4%	16.420

Gelet op deze fenomenen, waaraan wij moeten toevoegen dat de financiering van de salarisherwaardering slechts gedeeltelijk is en niet het geheel van de daaruit voortvloeiende uitgaven compenseert, kunnen wij ervan uitgaan dat de boekhoudkundige resultaten per functie het positieve karakter weerspiegelen van de beheersmaatregelen die hun vruchten afwerpen door de ontwikkeling van het gemiddelde exploitatietekort per functie te beperken tot 2,4%.

3.6. De wijziging van het fonds voor onzekere vorderingen

De OCMW's zijn wettelijk verplicht een fonds voor onzekere vorderingen aan te leggen. Inderdaad, in de loop der jaren - of naargelang van de aard van de betreffende vorderingen - wordt de inning van bepaalde vorderingen heel onzeker. De aanleg van een ad hoc voorziening verhoogt de gemeentetoelage en dient beschouwd te worden als een thesaurievoorschot van de gemeente die zo het OCMW de mogelijkheid geeft een correcte werking te verzekeren, in afwachting van de inning van de vordering. Wanneer een dergelijke vordering dan geïnd wordt, zal de op voorhand aangelegde voorziening dalen en zo de gemeentetoelage verminderen.

³⁸ Positieve bedragen = tekorten ; négatieve bedragen = winsten

Het fonds voor onzekere vorderingen bedraagt in totaal 2.065.773,43 € en is als volgt samengesteld :

- 943.089,65 € betreft de vorderingen van meer dan vijf jaar waarvoor een voorziening van 100% moet worden aangelegd ;
- 154.372,65 € betreft het saldo van de vorderingen die gespreid terugbetaald worden en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden aangelegd ;
- 0€ betreft het saldo van de vorderingen op ondernemingen in falingsfase en waarvoor eveneens een voorziening van 100% moet worden aangelegd ;
- 15.658,47 € betreft de vorderingen tot terugbetaling van de voorschotten die meer dan 3 jaar oud zijn en die voor 100% geprovisioneerd moeten worden;
- 952.652,67 € betreft het aandeel van 10% van de vorderingen van minder dan 5 jaar.

Bij het afsluiten van de rekening 2021 werd al een voorziening van 1.867.996,21 €. Er moet dus een **extra provisie worden geboekt van 197.777,23 €** voor 2022, in te schrijven in de begroting 2023.

De stijging van het fonds voor onzekere vorderingen is toe te schrijven aan volgende fenomenen :

- de mechanische toename van het bedrag dat geprovisioneerd moet worden, als gevolg van de groei van de budgettaire massa van +7 M€ aan ontvangsten ten opzichte van 2021. Samengesteld uit 4,5 M leeflonen/equivalente leeflonen. Voor de leeflonen is er een systematisch tijdsverschil. De laatste twee maanden van de uitgaven van het jaar worden in het volgende dienstjaar betaald. Voor de equivalente leeflonen is dat één maand. Deze op 31/12/2022 niet geïnde bedragen³⁹ vallen dus in de laatste categorie, waarvoor een provisie van 10% is getroffen;
- de vertraging van de inning van sommige ontvangsten als gevolg het personeelsverloop bij de afdeling ontvangsten met de financieel directeur en de twee collega's van het team voor geschillenbeslechting;
- de vertraging van de sanering van uitgestelde rechten uit het verleden om dezelfde redenen. In 2021 hadden deze belangrijke werkzaamheden geleid tot de afschrijving van 606 000 €. In 2022 werd 206.000 € aan oninbare vorderingen uit het verleden gerealiseerd. Deze sanering wordt nu in 2023 voortgezet.

3.7. De investeringen en de financiering van de investeringen

In 2022 zullen de zuivere investeringsuitgaven aanzienlijk stijgen ten opzichte van 2021, van 2,6 M€ tot 4,7 M€. Deze stijgingen worden gerechtvaardigd door de werkzaamheden aan het kortverblijf (inclusief de werkzaamheden aan de vleugels van de SLT die door deze werkzaamheden worden beïnvloed) ten bedrage van + 1,730 M⁴⁰ ten opzichte van 2021.

Ook de werkzaamheden in Gulledele 98 moeten worden vermeld. De kosten voor de renovatie van de twee liften worden geraamd op 115.000 €, terwijl de vervanging van de ledverlichting 45.000 € bedraagt.

De meeste van deze investeringen worden gefinancierd met leningen, terwijl een klein deel wordt gefinancierd uit overboekingen (8.000 €)⁴¹.

³⁹ 3,2M€– som van de netto VR 2022 overgedragen uit de begrotingsartikelen 8320/465*/05 et 8320/465*/03

⁴⁰ Verschil tussen de rekening 2022 en de rekening 2021 van de artikelen 8341/7220/56; 8722/72200/56 et 8722/71200/51

⁴¹ Resultaat van het begrotingsartikel 0600/99500/52

3.8. De schuld van het OCMW

	R 20	R 21	R 22	% 21-22
Langetermijnschuld ten laste van het OCMW	19.092.415,48	18.400.099,48	21.187.493,04	15,15%
Terugbetaling van lening	1.716.676,15	1.790.558,87	1.912.432,44	6,81%
Nieuwe leningen	479.150,39	2.444.341,39	4.705.952,90	92,52%
Betaalde financiële lasten	455.968,57	484.773,37	602.577,02	24,30%

De langetermijnschuld van het OCMW is in 2022 voor het eerst in 5 jaar gestegen. Dit komt door de werkzaamheden aan het kortverblijf, die aanzienlijke investeringsuitgaven (5,830 M€⁴²) en de bijbehorende financiering sinds 2021 hebben gegenereerd, terwijl de kapitaalaflossingen pas in 2023 beginnen. Daardoor is het bedrag aan afgeloste leningen nu lager dan het bedrag aan nieuw afgesloten leningen.

De betaalde financiële lasten stegen met 24,3%. Twee gebeurtenissen springen in het oog. Enerzijds de rentelasten in verband met de lening 93 voor de aankoop van het gebouw Gulledele 98. De voorwaarden van deze lening voorzagen in een aanvankelijk lage rente (35.000 €) gedurende vijf jaar, gevolgd door een aanzienlijke stijging in 2022 (125.000 €) en daarna opnieuw een geleidelijke daling.

Anderzijds is er het besluit van de RMW in april 2002 om alle kapitaalaflossingen van de WF-leningen voor zijn rekening te nemen. Deze vormen een financiële last voor het OCMW⁴³. In 2022 bedraagt deze totale herfacturatie 120.000 €, opgesplitst in 55.000 € voor de inhaalbeweging van de dienstjaren 2019-2021 en 65.000 € voor het eigen dienstjaar.

Tot slot moet worden opgemerkt dat de laatste lening van BNP in 2022 vervroegd werd afgelost. Deze lening, ter waarde van 152.688,38 €, zou aanvankelijk worden geherfinancierd bij Belfius⁴⁴. Wegens voldoende liquiditeit werd het echter beter geacht deze niet te herfinancieren.

3.9. De aanleg van voorzieningen voor risico's en kosten

Het boekhoudkundig resultaat van het dienstjaar omsluit verscheidene ontvangsten:

- het gebruik, door het BCSD, van een deel van de interesten op het legaat Van Wanzele- De Boeck (2.850€);
- de terugvordering van een deel van de COVID-toelagen die in 2021 zijn ontvangen, maar waarvoor een deel van de overeenkomstige uitgaven in 2022 heeft plaatsgevonden. Dit betreft voornamelijk de covid-toelage voor 8 sectoren van de POD (93.500 €);
- De terugvordering van de eenmalige premie van 350 euro voor zorgpersoneel die in 2021 werd betaald, maar waarvoor de salarisuitgaven de rekening van 2022 hebben beïnvloed (29.000 €).

Aan de uitgavenkant is voor de GGC Covid-toelage, waarvan het gebruik doorloopt tot 2023, een provisie getroffen voor het ongebruikte saldo (196.500 €)⁴⁵. De nieuwe premie voor gezondheidswerkers, die nu 1500€ per personeelslid bedraagt, is hetzelfde lot beschoren als die van 2021. Er is met andere woorden een voorziening voor aangelegd om de liquidaties in 2023 te compenseren (135.000 €).

⁴² Begrotingsartikelen 8722/72200/56 + 8341/72200/56: compte 2021 + 2022

⁴³ De terugbetaling van het kapitaal vindt plaats op de WF-rekening, evenals een facturering aan het OCMW. Het OCMW registreert deze uitgaven logischerwijs als financiële lasten.

⁴⁴ Die het leencontract won voor 2022

⁴⁵ Er moet worden opgemerkt dat wij nog steeds wachten op het definitief besluit voor het gebruik in 2023. In dit opzicht is er een zekere verwarring, die al in 2022 bleek bij de publicatie van het besluit in 08/2022 voor een gebruikperiode vanaf 01/2022.

Andere provisies zijn getroffen om te anticiperen op mogelijke uitgaven die we in toekomstige jaren eventueel zullen moeten doen. Deze omvatten: een provisie voor de Gulledele 98-belasting die in 2023 moet worden betaald (120.000 €), een provisie voor het geschil tussen Wolu-Facilities en de belastingdienst over de toepassing van BTW op gefactureerde diensten, die gevolgen kan hebben voor de begroting van het OCMW (135.000 €), en een provisie voor sociale bijdragen wanneer de autoriteiten de voorbije kwartalen met terugwerkende kracht regulariseren (100.000 €).

Ook is een provisie opgenomen voor het verschil tussen de aanvulling op de Oekraïne-financiering (30% en 25%) en de niet-gefinancierde uitgaven voor personeel en sociale bijstand (saldo van 152.000 €)⁴⁶.

Deze voorzieningen zijn bestemd om als 'financiële buffer' te dienen en om **de budgettaire neutraliteit te verzekeren van de te betalen bedragen, en bijgevolg ook hun neutraliteit op de gemeentetoelage.**

4. Vergelijking begroting / rekening

Het is interessant om de realisatiegraad van de rekening te bepalen ten opzichte van de begroting - of het nu gaat om de oorspronkelijke begroting of de gewijzigde begroting, in het bijzonder in een context waar de uitgaven inzake sociale bijstand afhangen van niet-beheersbare gebeurtenissen die zich in de loop van het dienstjaar voordoen.

De lezer wordt erop gewezen dat wij de volgende functies hebben uitgesloten: algemene ontvangsten en uitgaven, overboekingen, voorschotten, CHPAH, ziekenhuis in liquidatie, serviceflats.

De onderstaande tabellen illustreren hoe moeilijk het OCMW het had om in de loop van het dienstjaar de begrotingsramingen van het begin van het dienstjaar te herijken. De crisis in Oekraïne was uiteraard niet voorzien in de oorspronkelijke begroting. De covid-omstandigheden waren onzeker. De uitkomst van de Gulledele-belastingen was nog niet bekend.

Voor de meeste functies werd de **gewijzigde uitgaven**begroting voor meer dan **90%** uitgevoerd. Dit betekent dat het vermogen van het Centrum om zich aan te passen aan interne en externe gebeurtenissen doeltreffend is. Er moet worden opgemerkt dat in de functie Covid het gebruik van 2/3 van de gewijzigde begroting wordt verklaard door de aanwerving van personeel in de functie DAS. De intrekking van de begrotingskredieten voor de Covid-functie⁴⁷ heeft niet plaatsgevonden.

⁴⁶ Zie hoofdstuk 3.3.2.

⁴⁷ Begrotingsartikel 8790/11100/05 van € 114 000 in gewijzigde begroting maar geen uitgaven

Uitgaven : realisatiegraad	Oorspronkelijke begroting 2022	Gewijzigde begroting 2022	Rekening 2022	% Bo	%Gb
Algemene administratie	4.951.403	5.071.468	5.042.513	101,8%	99,4%
Privaat patrimonium	23.372	22.022	17.315	74,1%	78,6%
ICT/Infra	816.594	799.353	742.111	90,9%	92,8%
Sociale bijstand	24.862.870	27.762.723	27.146.220	109,2%	97,8%
SLT	8.960.860	9.515.272	9.166.670	102,3%	96,3%
Het Veer	443.233	479.570	456.468	103,0%	95,2%
LOI	469.909	471.624	428.973	91,3%	91,0%
Gulledelle 98	212.778	331.578	325.973	153,2%	98,3%
GBH	1.778.478	1.892.657	1.866.553	105,0%	98,6%
TBM	295.621	332.008	295.027	99,8%	88,9%
BI/Jobs	1.385.702	1.365.649	1.254.979	90,6%	91,9%
Schuldbemiddeling	343.893	301.857	287.172	83,5%	95,1%
Kuurinrichtingen	57.021	57.662	41.884	73,5%	72,6%
Covid	265.812	457.246	307.537	115,7%	67,3%
Andromeda	352.644	332.190	316.833	89,8%	95,4%
Totaal	45.220.190	49.192.882	47.696.226	105,5%	97,0%

De realisatiegraad van de ontvangsten bedraagt 100% van de gewijzigde begroting. Als sommige functies dit resultaat niet halen, worden zij gecompenseerd door andere. De particuliere eigendommen halen een percentage van meer dan 100% door de opeenvolgende indexeringen die hebben plaatsgevonden en waardoor de aan Erasmus te factureren canon is verhoogd. De forfaits van De heuvel waren hoger dan verwacht. De terugvordering van de toelage voor 2020 voor de thuiszorg rechtvaardigt het realisatiepercentage van meer dan 100%. Tot slot was er voor de Covid-inkomsten een last minute betaling⁴⁸ van 148.000 € die niet was begroot.

Ontvangsten : realisatiegraad	Oorspr. Begr. 2022	Gew. begr 2022	Rekening 2022	% Bo	%gew
Algemene administratie	2.065.967	2.065.967	2.029.299	98,2%	98,2%
Privaat patrimonium	79.800	78.800	85.807	107,5%	108,9%
ICT/Infra	598.126	603.469	576.855	96,4%	95,6%
Sociale bijstand	17.179.142	20.316.362	20.024.395	116,6%	98,6%
SLT	6.500.168	6.945.569	7.042.464	108,3%	101,4%
Het Veer	315.733	345.933	373.192	118,2%	107,9%
LOI	470.718	490.100	453.770	96,4%	92,6%
Gulledelle 98	800	800	448	56,0%	56,0%
GBH	1.223.419	1.232.735	1.369.959	112,0%	111,1%
TBM	109.744	110.051	103.242	94,1%	93,8%
BI/Jobs	599.490	465.342	463.366	77,3%	99,6%
Schuldbemiddeling	278.230	296.009	296.097	106,4%	100,0%
Kuurinrichtingen	-	-	-	0,0%	0,0%
Covid	370.000	503.450	651.600	176,1%	129,4%
Andromeda	311.117	311.723	280.651	90,2%	90,0%
Total	30.102.455	33.766.311	33.751.144	112,1%	100,0%

⁴⁸ Mail van de GGC van 30/11/2022 – definitief besluit nog niet ontvangen

5. De thesaurie van het OCMW

5.1. Realisatiegraad van uitgaven : Exploitatie vastleggingen in betalingen

Onderstaande tabel illustreert in welke mate de vastgelegde uitgaven aanleiding gegeven hebben tot een betaling vanwege het OCMW in het dienstjaar 2022 of niet.

De globale realisatiegraad van de uitgaven op het eigen dienstjaar bedraagt **95,1%**. Dit betekent dat 4,9% van de in het eigen dienstjaar vastgelegde uitgaven in de loop van het volgende dienstjaar zal worden verrekend⁴⁹.

Het beleid waarbij de facturen pas worden betaald op hun vervaldag werd verdergezet gedurende het dienstjaar 2022. Verder blijft het OCMW genieten van een betaalluitstel van 60 dagen op de facturen die Wolu-Facilities uitschrijft. Deze vertraging verklaart de lager dan gemiddelde voltooiingspercentages in het rusthuis en bij de maaltijdvoorziening, de facturen van de poetsdienst en de levering van maaltijden ook het hoogst. Er moet worden opgemerkt dat het betalingstempo van de uitgaven van Gulledelle 98 abnormaal laag is: slechts 1/3 van de uitgaven wordt in het dienstjaar zelf betaald. De conciërgedienst van het gebouw heeft de facturen voor het tweede en derde kwartaal begin 2023 uitgeschreven (75.000 €).

Ook de aflossingsrente op lening 93 vond plaats op 31/12/2022, maar met een effectieve overboeking op 06/01/2023 (125.000 €).

Uitg : vastleggingen/betalingen	Vastleggingen 2022	Betalingen 2022	%
Algemene uitgaven	197.221	193.667	98,2%
Algemene administratie	5.042.513	4.960.290	98,4%
Privaat patrimonium	17.315	17.144	99,0%
ICT/Infra	742.111	721.495	97,2%
Energiefonds	24.500	24.500	100,0%
Voorschotten	12.948	10.782	83,3%
Sociale bijstand	27.146.220	25.876.245	95,3%
CHPHA	1	1	100,0%
SLT	9.166.670	8.570.061	93,5%
Het Veer	456.468	442.591	97,0%
LOI	428.973	402.273	93,8%
Gulledelle 98	325.973	123.807	38,0%
GBH	1.866.553	1.859.968	99,6%
TBM	295.027	248.551	84,2%
BI/Jobs	1.254.979	1.245.722	99,3%
Schuldbemiddeling	287.172	284.488	99,1%
Kuurinrichtingen	41.884	38.808	92,7%
Ziekenhuis in vereffening	123.455	123.455	100,0%
Covid	307.537	267.017	86,8%
Andromeda	316.833	307.828	97,2%
Total exercice propre	48.054.352	45.718.693	95,1%
Exercice clos	3.794.222	2.665.900	70,3%

⁴⁹ In mindere mate kunnen sommige definitieve vastleggingen worden opgegeven

5.2. Realisatiegraad van de ontvangsten : van netto vastgestelde rechten in innigen

De tabel die de mate van inning van de vastgestelde rechten illustreert, geeft een gelijkaardig beeld weer :

- 87,1% van de vastgestelde ontvangsten zijn in de loop van het dienstjaar daadwerkelijk geïnd.

Ontv : NVR/innigen	Vastgest.recht 2022	Inningen 2022	%
Algemene ontvangsten	16.891.246	16.831.304	99,6%
BFMW	619.025	619.025	100,0%
Algemene administratie	2.029.299	1.854.302	91,4%
Privaat patrimonium	85.807	339	0,4%
ICT/Infra	576.855	574.879	99,7%
Energiefonds	24.050		0,0%
Voorschotten	12.948	11.023	85,1%
Sociale bijstand	20.024.395	15.715.774	78,5%
SLT	7.042.464	5.488.868	77,9%
Het Veer	373.192	282.575	75,7%
LOI	453.770	346.450	76,3%
Gulledelle 98	448	390	87,0%
GBH	1.369.959	1.325.736	96,8%
TBM	103.242	90.057	87,2%
BI/Jobs	463.366	391.883	84,6%
Schuldbemiddeling	296.097	291.291	98,4%
Ziekenhuis in vereffening	30.000		0,0%
Covid	651.600	651.500	100,0%
Andromeda	280.651	228.076	81,3%
Totale ontvangsten incl. I.F.	51.328.412	44.703.471	87,1%
Afgesloten dienstjaren	9.901.483	5.886.777	59,5%

Een inningsgraad van +/-80% van de ontvangsten van het eigen dienstjaar is redelijk normaal, omwille van de (terug)betalingstermijn vanwege de verschillende overheden en de begunstigden van de steun:

- de facturatie door de instellingen voor de maand november wordt door de debiteuren slechts in de loop van december en de vervaldatum ligt in het volgende jaar. De betalingen worden dus gespreid tussen 2022 en 2023. De facturatie van december gebeurt pas in het begin van het volgende dienstjaar;
- de inning van de vorderingen op de ziekenfondsen, de voorschotten op sociale uitkeringen, de terugbetaling van het leefloon door de Staat, ... gebeurt pas verscheidene weken na uitbetalingsverklaringen door het OCMW (wat de facto tot een thesaurietekort op deze vorderingen op het einde van het dienstjaar impliceert).

In de praktijk dus, en deze vaststelling geldt voor talrijke activiteitsdomeinen, vinden de uitgaven dus plaats lang vóór de inning van de ontvangsten.

Er moet worden opgemerkt dat de inning van de leasing en het kanon bij Erasmus enige vertraging oploopt, ondanks de verstuurde herinneringen. Dit komt tot uiting in de functies privévermogen (kanon) en ziekenhuis in liquidatie (operationele leasing). Er vindt een regelmatige opvolging plaats.

Als de gegevens in een historisch perspectief worden geplaatst zoals hieronder blijkt, valt op hoe moeilijk het is voor het OCMW om bepaalde ontvangsten in te vorderen, in het bijzonder de vastgestelde rechten van de afgesloten dienstjaren. Dit percentage - regelmatig minder dan 70% - is met 10% gedaald ten opzichte van het dienstjaar 2021. Daar zijn twee redenen voor. Ten eerste het reeds genoemde personeelsverloop bij de afdeling ontvangsten. Enkele dringende dossiers die de deadline voor een dagvaarding hadden bereikt, werden enigszins uitgesteld totdat het nieuwe personeel er was om de advocaat op te volgen. Het tweede

fenomeen dat verband houdt met het eerste is ook al genoemd. Het betreft de minder omvangrijke opschoning dan in 2021 van uitgestelde rechten die in 2022 kon plaatsvinden. Aangezien het invorderingspercentage van vorderingen wordt berekend op basis van netto vastgestelde rechten, d.w.z. na verrekening van oninbare schulden, steeg het **invorderingspercentage** in 2021 om vervolgens in 2022 weer te dalen.

Voor sommige functies is de inningsgraad hoofdzakelijk verbonden met de snelheid waarmee de overheden hun subsidies uitbetalen.

Er moet worden opgemerkt dat het invorderingspercentage van de voorschotten met 20% toeneemt. In de loop van 2021 heeft de administratie haar werkwijze gewijzigd. De voorschotten worden niet langer toegekend op de functie "voorschotten", maar **als voorschot van het leefloon** (functie sociale bijstand). Daardoor ontvangt het OCMW minstens 70% van de leefloonfinanciering. Als het voorschotbureau ons de toegezegde bedragen terugbetaalt, geven wij deze bedragen terug aan de POD⁵⁰. Als de organisatie daarentegen niet tussenkomt, behouden wij de financiering van de POD. In 2022 blijven alleen de betalingen van de ALE-cheques over in de functie "voorschotten".

We stellen ook vast dat het invorderingspercentage voor alle gefactureerde diensten stijgt. De belangrijkste stijging is voor De heuvel met 16,5%. Aangezien de Maaltijden-dienst op 31 december van het jaar is afgesloten, moet ervoor worden gezorgd dat het saldo van de facturen door de begunstigden wordt betaald.

Ontv : N.V.R./inningen	R 18	R 19	R 20	R 21	R 22
Algemene ontvangsten	98,0%	98,2%	95,6%	96,0%	99,6%
BFMW	67,8%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Algemene administratie	79,5%	89,5%	80,6%	82,3%	91,4%
Privaat patrimonium	99,8%	100,0%	100,0%	100,0%	0,4%
ICT/Infra	99,0%	99,6%	99,4%	98,1%	99,7%
Energiefonds	50,0%	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%
Voorschotten	42,6%	58,3%	20,5%	65,4%	85,1%
Sociale bijstand	75,7%	76,7%	75,1%	77,0%	78,5%
SLT	83,4%	82,9%	79,1%	76,9%	77,9%
Het Veer	72,5%	71,6%	66,8%	59,1%	75,7%
LOI	68,0%	71,1%	75,5%	82,5%	76,3%
GBH	94,6%	90,2%	81,0%	92,7%	96,8%
TBM	86,5%	76,1%	75,7%	85,3%	87,2%
BI/Jobs	81,6%	63,5%	68,6%	81,9%	84,6%
Schuldbemiddeling	90,2%	68,8%	91,0%	97,7%	98,4%
Andromeda	66,4%	52,2%	74,1%	84,7%	81,3%
Totale ontvangsten incl. I.F.⁵¹	85,2%	85,9%	83,8%	85,2%	87,0%
Afgesloten dienstjaren	57,7%	69,1%	59,6%	68,0%	59,5%

⁵⁰ Die het leefloon financiert.

⁵¹ Prorata van de bedragen van de ontvangsten en niet de prorata van de gemiddelde percentage

5.3. Toestand van de thesaurie

In 2022, heeft het OCMW geen toevlucht moeten nemen tot thesaurievoorschotten in het kader van het dagelijkse beheer van het Centrum. De referentierentevoeten voor interbancaire transacties zijn in 2022 het hele jaar door negatief geweest en hebben de **rendementen** bepaald die de banken op thesauriebeleggingen aanbieden: **nul**.

Hierdoor werd elke inspanning tot een gediversifieerde beleggingspolitiek van de OCMWthesaurie overbodig.

Daarentegen, de toepassing door de banken van een **negatieve creditrente** op de thesaurie die we op de rekeningen aanhouden heeft kosten met zich meedragen voor het OCMW. Vanaf 2021 hebben de banken namelijk de limietbedragen die vrijgesteld zijn van de toepassing van de negatieve creditrente neerwaarts herzien. Deze factuur, die door de banken wordt opgelegd, 1.011,60 € heeft gekost aan het OCMW in 2022.

6. Evolutie van de uitgaven inzake sociale bijstand

6.1. Evolutie van de bruto-uitgaven inzake sociale bijstand

Evolutie van sociale bijstand (k€)	R13	R14	R15	R16	R17	R18	R19	R20	R21	R22	% gem	%21-22
Leefloon 70% (uitgaven - VR begunstigde)	4.109	4.653	5.064	6.223	7.944	8.612	9.138	9.894	10.305	11.805	12%	15%
Equivalent leefloon	1.604	1.785	1.269	1.186	1.237	1.251	1.221	1.229	1.321	3.605	9%	173%
Sociale bijstand in cash	175	146	121	137	115	205	154	106	175	147	-2%	-16%
Sociale bijstand in natura	63	49	54	66	66	132	169	159	185	167	11%	-10%
Gezondheidsverzekering	24	49	25	12	9	14	19	16	14	11	-8%	-21%
Energie	82	41	26	21	20	58	69	102	74	124	5%	68%
Transportkosten	5	6	4	7	25	36	43	37	35	39	26%	11%
Begraveniskosten	18	12	15	11	7	15	7	25	12	18	0%	50%
Huurwaarborgen	60	73	72	91	23	22	28	26	35	17	-13%	-51%
Woonkosten - SLT	85	76	93	105	153	332	392	465	505	535	23%	6%
Woonkosten -uit	610	762	725	890	810	953	957	814	620	435	-4%	-30%
Hospitalisatiekosten	93	76	44	65	74	79	93	87	73	66	-4%	-10%
Huurkosten	47	43	41	45	43	45	43	36	52	64	3%	23%
gezondheidszorg/medicatie	224	243	180	237	351	373	487	480	458	445	8%	-3%
Covid cash								432	748	133		
Covid natura								45	355	147		
Subtotaal sociale bijstand excl covid	1.486	1.576	1.400	1.687	1.696	2.264	2.461	2.353	2.238	2.068	4%	-8%
Totaal excl covid	7.199	8.014	7.733	9.096	10.877	12.127	12.820	13.476	13.864	17.478	10%	26%

Bovenstaande tabel illustreert de bruto uitgavenstromen, zonder rekening te houden met de terugbetalingen door de staat (leefloon), de gebruikers en/of de alimentatieplichtigen. Met uitzondering van het leefloon, waarvoor

de vermelde bedragen overeenkomen met de uitgaven minus de vastgestelde rechten na aftrek van de terugvordering bij de gebruikers in geval van onverschuldigde betalingen⁵².

De tabel laat aldus toe om het volume aan sociale activiteit van het OCMW te meten via de financiële stromen, alsook de omvang van de behoeften van de bevolking die het OCMW bedient.

De vaststellingen die onder punt 1 van deze nota worden opgelijst worden bevestigd : De bevindingen in punt 1 van deze nota worden bevestigd: de afgelopen 10 jaar zijn de leefloonuitgaven gemiddeld met **12% per jaar** gestegen. De ontwikkeling in 2022 ligt boven het gemiddelde.

De sociale bijstand uit eigen middelen stijgt in dezelfde periode met gemiddeld 4% per jaar, terwijl deze in 2022 met 8% daalt.

Deze cijfers moeten echter **worden genuanceerd**. Zij zijn beschouwd exclusief covid-uitgaven. Terwijl het realistisch is te stellen dat de bedragen van de covid-premie (covid cash) niet zouden zijn vastgelegd indien er geen toelage was geweest, is dit minder zeker wat de steun in natura betreft. Zoals wij in punt 3.5. van het document schreven, kunnen sommige uitgaven hetzij met de covid-toelage, hetzij met de energietoelage worden gefinancierd. Aangezien er geen duidelijk beleid is vastgesteld, kunnen wij niet beweren dat het in rekening brengen van de gas-elektriciteitstoelage⁵³ prioriteit heeft gekregen. Andere uitgaven die voorheen uit eigen middelen werden betaald (bijv. huurgelden) konden met de covid-toelage worden gefinancierd⁵⁴. Om deze redenen is het moeilijk de werkelijke ontwikkeling van de uitgaven voor sociale bijstand te vergelijken.

De sterke afname van de bruto kosten met betrekking tot de 'extra muros'-huisvesting van bejaarden is het gevolg van een bredere toepassing van het beleid volgens het welke het OCMW slechts tussenkomt voor de netto kost van de sociale bijstand, terwijl het rusthuis belast is met de inning van de inkomsten van de bewoner. Deze praktijk moet verder worden ontwikkeld. Ook de aanzienlijke daling van de huurgaranties is een gevolg van de lopende hervormingen in de processen. De vermelde bedragen komen overeen met de uitgaven die op de rekening van de verhuurder worden gestort⁵⁵. Het systeem van het gebruik van zogenaamde "restitutie"-garanties begint zich echter te ontwikkelen. Dit systeem werkt via een kasbeweging waarbij geen begrotingsboekhouding wordt gevoerd. Dat de uitgaven voor huurgaranties afnemen, betekent dus niet dat het aantal dossiers afneemt, laat staan dat de complexiteit ervan afneemt.

⁵² Deze uitzondering bestond al in eerdere verslagen, maar werd niet vermeld. Concreet is dit voor het leefloon de som van begrotingsartikel 8320/33310/05 min 8320/-33310/05

⁵³ Recurrente toelage

⁵⁴ Onder bepaalde voorwaarden. Reden waarom er nog steeds uitgaven zijn voor de post « huurgeld »

⁵⁵ Deze praktijk wordt niet voorgeschreven door de wet op de huurwaarborgen

6.2. Evolutie van de netto-uitgaven inzake sociale bijstand

Onderstaande tabel drukt de **nettokost** uit van verschillende types sociale tussenkomsten (sociale uitgave – terugbetalingen). Deze kosten worden meegedeeld, zonder rekening te houden met **afgeleide kosten** zoals deze van het sociale en administratieve personeel, de briefwisselingskosten, IT-lasten enz.

Evolutie sociale bijstand (k€)	R13	R14	R15	R16	R17	R18	R19	R20	R21	R22	% gem	%21-22
Leefloon 70% (uitgaven - VR begunstigden - VR POD)	1.991	1.844	2.092	2.498	2.780	2.584	2.741	2.868	2.771	3.542	7%	28%
sociale bijstand in cash	83	71	52	68	58	114	100	75	137	132	5%	-4%
Sociale bijstand in natura	53	40	29	35	52	120	156	150	175	152	12%	-13%
Gezondheidsverzekering	24	48	21	9	8	13	19	15	14	9	-10%	-36%
Transportkosten	5	4	3	6	23	27	30	29	33	38	25%	15%
Begraveniskosten	18	12	15	11	6	15	6	25	12	18	0%	50%
Woonkosten - SLT	54	63	50	61	86	35	30	71	105	96	7%	-9%
Woonkosten -uit	352	429	220	258	7	- 15	121	68	129	- 181	-193%	-240%
Hospitalisatiekosten	52	63	41	52	67	71	88	75	62	65	3%	5%
Huurkosten	41	29	21	23	27	33	14	25	47	55	3%	17%
gezondheidszorg/medicatie	164	177	157	125	251	291	392	358	364	397	10%	9%
Subtotaal sociale bijstand	846	936	609	648	585	704	956	891	1.078	781	-1%	-28%
Totaal	2.837	2.780	2.701	3.146	3.365	3.288	3.697	3.759	3.849	4.323	5%	12%

De sociale bijstand die wordt toegekend in het kader van COVID wordt integraal ten laste genomen door de overeenstemmende subsidies; zij genereren geen netto kosten maar wel administratieve kosten.

De financiële stromen met betrekking tot het equivalent leefloon zijn niet in de tabel opgenomen; deze worden voor 100% terugbetaald door de Staat.

Over het algemeen:

- de netto kost van het **leefloon** –een kost waarop het OCMW geen enkel vat of invloed heeft en die slechts gedeeltelijk wordt gedekt door de terugbetalingen van de POD-MI, bedraagt 3,54 miljoen € in 2022, een bedrag dat overeenstemt met **23% van de gemeentetoelage**. Nog steeds zonder rekening te houden met de onrechtstreekse kosten verbonden met het beheer van dergelijke dossiers in de verschillende administratieve eenheden.

Toch moet worden opgemerkt dat het aantal oninbare bedragen⁵⁶ waarover de BCSD beslist zodra het herzieningsdossier is doorgegeven, is toegenomen. Door het grote verloop van maatschappelijk werkers en de grote hoeveelheid te behandelen dossiers worden sommige dossiers soms pas laat herzien door een nieuwe maatschappelijk werker die met het dossier belast is. Deze stelt dan liever voor de vordering kwijt te schelden dan de bedragen te vorderen van de gebruiker die de informatie soms tijdig had doorgegeven. In 2020 werd 7,5% van de leefloon-invordering voor het jaar afgeschreven (41.000 €). In 2021 was dat 7% (40.000 €) en ten slotte 10,45% in 2022 (70.000 €)⁵⁷. De BCSD heeft invloed op dit aspect. Er moet echter op worden gewezen dat een vermindering van oninbare vorderingen het fonds voor onvoorziene vorderingen mogelijks zou kunnen verhogen en dat

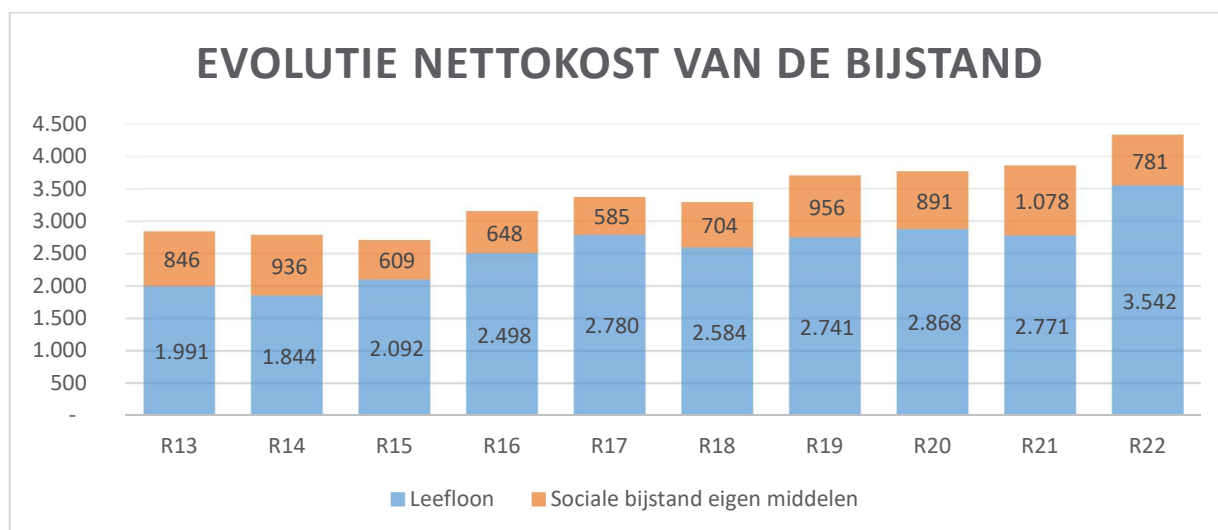
⁵⁶ Technisch gezien beslist de BCSD over het opgeven van de sociale vordering. Dit wordt vervolgens gemeld aan de CAS voor een besluit.

⁵⁷ Begrotingsartikel 8320/-33310/05: oninbaar bedrag / vastgestelde rechten; merk op dat niet alle gecodeerde oninbare bedragen op deze manier worden verantwoord.

de financieel directeur in de toekomst mogelijks oninbare vorderingen zou moeten voorstellen na het vastleggen van invorderingskosten;

- **De netto kosten van het leefloon stijgen in 2022 sterker dan de bruto kosten. In 2020 en 2021** heeft de staat de OCMW's een verhoging van 15% van het leefloon-terugbetalingstarief voor nieuwe gebruikers toegekend. In verhouding tot de uitgaven zijn de netto kosten voor deze twee jaren gedaald. In 2022 kwam deze verhoging tot een einde. Voor dezelfde uitgaven zijn de netto kosten hoger. Voor hogere uitgaven zijn de netto kosten nog hoger en is de procentuele ontwikkeling groter;
- Het winstresultaat van de cijfers voor huisvesting in externe rusthuizen is toegelicht in punt 3.4.3.

De laatste grafiek illustreert de evolutie van de nettokost van de sociale hulp (leefloon en sociale bijstand op eigen middelen) over de laatste 10 dienstjaren heen. Er blijkt duidelijk dat de groei van de budgettaire last van het sociale beleid hoofdzakelijk gedreven wordt door de toename van het leefloon.



7. Algemene conclusie

Het **boekhoudkundig overschot** van 216.370,04 € dat op de rekening van 2022 wordt geboekt, verdient een nadere omkadering.

Ondanks een nieuwe toelage die in 2022 werd ontvangen, kunnen we spreken van het einde van de Covid-crisis waardoor de activiteiten van de zorginstellingen volledig konden hervatten.

De **uitgaven** van het eigen dienstjaar zijn aanzienlijk gestegen en zijn hoofdzakelijk toe te schrijven aan de kosten voor de toekenning van het leefloon en de personeelskosten die onder meer het gevolg zijn van de talrijke indexeringen en aanwervingen in het kader van de Oekraïenecrisis. De administratie heeft haar werkingsuitgaven onder controle weten te houden. Deze waren aanzienlijk lager dan geraamd in de gewijzigde begroting.

De **ontvangsten** van het eigen dienstjaar (exclusief de gemeentelijke dotatie) evolueren ten opzichte van 2021 en keren terug naar een meer natuurlijk niveau en groeitempo. De ontvangsten uit prestaties in 2022 worden gestimuleerd door het uitzonderlijke resultaat van de RSZ. Voor de komende jaren kunnen we een regularisatie verwachten en daarom werd een deel van dit resultaat voorzien als provisie.

Het mechanisme van bepaalde toelagen, gespreid over twee dienstjaren, verklaart het aanzienlijke volume van de uitgaven en ontvangsten van **overboekingen** op het reservefonds. Wat de uitgaven van overboekingen betreft, wijzen wij erop dat er provisie is getroffen voor de belastingen op het gebouw Gulledelle 98, en ook een dotatie ter provisie van de waarschijnlijke kosten die ons ten deel zullen vallen als gevolg van de onderhandelingen over de statuten van de vereniging Wolu-Facilities.

Global geeft het afsluiten van de jaarrekening 2022 aanleiding tot een **vermindering van de gemeentetoelage voor het dienstjaar 2023 met 18.592,81€**.